

# Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890

## SOMMAIRE

La crise économique du capitalisme s'approfondit. Le prolétariat va, une nouvelle fois, en payer les conséquences.....	2
La crise et la spéculation sur les matières premières et alimentaires. ....	4
Les tensions entre les Etats impérialistes sont toujours aussi présentes. ....	5
FIAT : Manifestation contre les syndicats à Turin.....	7
Thèses sur le syndicat aujourd'hui et l'action communiste.....	9
La fondation de l'Internationale communiste en 1919.....	13
Une page de la lutte ouvrière La grève générale de Seattle de 1919.....	16
Onorato Damen, 4 décembre 1893 – 14 octobre 1979.....	17
Le Bureau International pour le Parti révolutionnaire devient la Tendence Communiste Internationaliste.....	18
La chute du taux moyen de profit, la crise et ses conséquences.....	20

## **La crise économique du capitalisme s'approfondit. Le prolétariat va, une nouvelle fois, en payer les conséquences.**

Comme jamais la bourgeoisie n'a joué de tous ses pouvoirs idéologiques, des médias ainsi que de toutes ses officines « scientifiques » et surtout sans aucune discordance entre ses différentes fractions. C'est ainsi que nous avons été matraqués par ses « informations » à sensation et ses « gadgets » futiles mais drôlement utiles pour occuper le terrain et pour masquer la réalité et l'ampleur de la crise économique. Et en cela on se demande si elle n'est pas arrivée à s'auto mystifier en nous racontant, ces derniers mois, que la crise était « derrière nous ».

L'affolement qui a suivi la crise de liquidité de Dubaï en est le signe et l'exemple le plus tangible que tout cela est faux et de la réalité de la crise économique historique qui secoue le capitalisme tout entier. Au contraire, la crise s'aggrave. En effet, la dette de Dubaï World s'élevait à 59 milliards de dollars (39 milliards d'euros) en août dernier, ce qui représente la majeure partie des 80 milliards de dette de l'émirat. Une misère par rapport aux sommes déjà avancées par les Etats capitalistes pour soutenir leurs banques. D'autant plus que l'exposition des banques internationales pour Dubaï World s'élèverait uniquement à 12 milliards de dollars au titre de prêts selon les sources bancaires de Thomson Reuters LPC.

Mais la réalité est plus dure pour le capitalisme car ces chiffres sont à comparer aux 2.800 milliards de dollars de dépréciations que les banques européennes et américaines vont devoir encore passer entre 2007 et 2010 au titre de la crise financière, selon les calculs du Fonds monétaire international.

*"Les événements à Dubaï ces derniers jours sont l'un de ces soubresauts, l'un de ces problèmes, qui confirme que nous avons raison d'insister sur les incertitudes qui nous attendent et sur le fait que la route risque d'être cahoteuse"*, a déclaré Athanasios Orphanides, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Or, l'on sait maintenant que des Etats importants en Europe risquent aussi de se retrouver en faillite : la Grèce et peut être l'Espagne, le Portugal, etc...

On nous avait dit les Etats du Golfe étaient solide du fait du pétrole. Qu'en est-il de toutes ces fanfaronnades ? A la différence des établissements bancaires européens et asiatiques, les banques de la région du Golfe sont nombreuses à s'être impliquées dans le développement de Dubaï World. Abu Dhabi Commercial Bank est ainsi exposée à hauteur d'au moins huit à neuf milliards de dirhams (entre 1,45 et 1,64 milliard d'euros) à Dubaï World ou à ses branches, ce qui obligera la banque à passer de nouvelles provisions, a déclaré vendredi un de ses responsables. First Gulf Bank est exposée à hauteur d'au moins cinq milliards de dirhams.

Mais tout cela se paie cash parmi ses milieux affairistes et peu amicaux ou « frères » quand il s'agit de gros sous. C'est ainsi que sur le marché des dérivés de crédit, le coût de la garantie de la dette du Golfe a encore bondi vendredi. Les credit default swaps (CDS) de Dubaï ont progressé de plus de 100 points de base, tout en restant très en deçà des records touchés au coeur de la crise fin 2008-début 2009.

Quand on a plus confiance dans une action, les intérêts bondissent (ne nous a-t-on pas rappelé, ces derniers temps, que le taux usuraire n'existait pas dans la « finance et la banque islamique » ?) et les remboursements sont plus lourds.

Les médias des émirats ont très peu parlé vendredi de cet événement ou alors en choisissant un angle positif. Le journal financier *Alroya Aleqtissadiya* titrait en "une": "*les marchés européens sur-réagissent à l'annonce de Dubaï sur la dette.*" Que ces choses là sont bien dites quand l'on veut nous mystifier ou se mystifier soi-même ?

Oui, la crise historique du capitalisme est bien là, elle s'aggrave et toutes les circonvolutions des médias n'y changeront rien. Le prolétariat va d'ailleurs être celui qui sera le plus touché en 2010

### **Mais tous les stratagèmes pour chloroformer la conscience des ouvriers n'y feront rien.**

Les grandes peurs millénaristes et obscurantistes du Moyen âge seraient-elles de retour ? Dans ce domaine la bourgeoisie a en magasin plusieurs instruments : la grippe, la crise écologique et le réchauffement de la planète après le terrorisme...

Nous vivons une époque extraordinaire, où la méthode Coué a été instaurée comme, comme outil de gouvernance internationale (en matière économique) et la grippe H1N1 est-elle le dernier rempart pour sauvegarder la paix sociale pendant la tempête économique ? Ainsi la grippe H1N1 tombe-t-elle à pic ?

Les grandes peurs — de la technologie, de l'étranger, du terroriste, de la maladie... — se multiplient, parfois attisées par qui y trouve son compte. Car, des services de sécurité à l'industrie pharmaceutique, l'anxiété est un marché. Au fond, la panique suscitée par la grippe tend une perche aux Etats capitalistes où s'agitent les intérêts et les fantasmes d'une régression obscurantisto-religieuse.

Il ne s'agit pas de nier la réalité des problèmes qui assaillent la société après le sida a tué vingt-cinq millions de personnes depuis 1983 (dont les deux tiers en Afrique subsaharienne) de nouveaux fléaux frappent la société capitaliste. Mais en regard à ce dernier fléau, deux cent quatorze morts depuis 1996 de la variante humaine de l'ESB <sup>(1)</sup> (dont cent soixante-huit au Royaume-Uni). Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a fait, lui, neuf cent seize victimes entre 2003 et 2009 (la quasi-totalité en Asie du Sud-Est) et la grippe aviaire (H5N1) ne comptait, fin 2008, que deux cent quarante-huit cas fatals, dont 80 % en Asie du Sud-Est.

Quant à la grippe A, désormais répandue sur la planète — issue de « médiation » porcine, comme toutes les gripes pandémiques du passé —, on ne lui attribue « que » mille deux cent cinquante décès (sans certitude) au bout de huit

---

<sup>1</sup> . Proche de la maladie de Creutzfeldt Jacob.

mois (fin novembre 2009), soit nettement moins que le taux moyen d'une grippe saisonnière (trois cent mille décès annuels dans le monde).

De même, avec les questions écologiques la bourgeoisie tente de faire croire à la classe ouvrière que tout le monde est dans le même bateau et que sur ces questions nous

devons être tous unis. C'est un véritable problème mais qui ne peut se résoudre qu'après la transformation de la société capitaliste et de ses lois économiques.

Janvier 2010

## Bilan & Perspectives – bulletin communiste

**ABC-LIV**  
**118 – 130 Av. J. Jaurès**  
**75171 PARIS CEDEX 19**

**france@ibrp.org**

Règlements :  
CCP à l'ordre de  
Bilan & Perspectives  
n° 26 751 21 W Paris

**Bilan & Perspectives**  
**Revue périodique**  
**Publiée par l'association « loi 1901 »**  
**Bilan & Perspectives**

**Dépôt légal janvier 2010**  
**Imprimé par nos soins**

## **La crise et la spéculation sur les matières premières et alimentaires.**

### **Les vautours capitalistes à la curée. Vous avez dit « moralisons le capitalisme » ?**

Dans le numéro 8 de mai 2008 nous avons fait état des émeutes de la faim et déjà de la spéculation effrénée sur le blé, le soja, le maïs et le riz. Ce n'était qu'un début. Le capitalisme continue sa danse macabre qui affame les populations des pays sous développés. Une étude plus poussée et plus globale sur la question alimentaire, la politique des trusts de l'alimentation (Monsanto, Veolia, etc..) et sur la surexploitation des sols rendrait compte des méfaits du capitalisme sur la planète ce qui permettrait également de dénoncer les campagnes des « verts » et écolos de tous poils qui amusent la galerie. C'est le capitalisme qui est en cause et aucune mesurette, réforme ou moralisation du système ne réglera ces questions aussi cruciales pour l'humanité.

### **Mais de qui se moque t on ?**

Le cours des matières premières en général s'est envolé au printemps 2009, parallèlement à l'envolée des prix du blé, du riz ou du soja, etc. Cela complique la tâche des acheteurs et des vendeurs de grains, et inquiète soi-disant les bonnes âmes<sup>2</sup> en pleine crise alimentaire mondiale.

« A Chicago, sur la tonne de blé, on a constaté à la fin de l'hiver 2009 des variations de plus de 100 dollars au cours d'une même séance, soit environ 20 % de la cotation du jour, selon l'Office national interprofessionnel des grandes cultures (ONIGC), un organisme public qui surveille l'évolution des marchés. L'agriculture est certes, par nature, une activité volatile, car l'offre dépend des aléas climatiques et des anticipations de chaque agriculteur. Et le marché des céréales est très étroit : seulement 17,2 % de la production de blé sont exportés, 12,5 % du maïs et 7 % du riz, ce qui explique, selon l'ONIGC, qu'au moindre déséquilibre les cours varient considérablement. »<sup>3</sup> Au printemps 2009, les déséquilibres se sont banalisés. De nombreux pays producteurs, soucieux de garantir une alimentation accessible à leur population, ont bloqué ou limité leurs exportations, d'abord de blé (Ukraine, Argentine...) puis de riz (Vietnam, Inde...) ; certains, comme la Chine, redoutant la pénurie, tentent aussi de constituer des stocks stratégiques. Ces annonces ont nourri la spéculation qui est déjà intense.

Mais voici le conseil que donnent en décembre 2009 les analystes financiers. « Les cours des céréales marquent une pause, placez-vous avant la hausse ! »<sup>4</sup> « Les cours ont donc reculé ou stagnent ces temps-ci pour les principales céréales, cette tendance devrait se poursuivre jusqu'aux [prochaines]... échéances ». Les céréales sont « un investissement à long terme. »

« En revanche, à long terme, la hausse ... semble inévitable. En raison, entre autres, de la hausse constante de la demande, qui résulte du changement de régime alimentaire dans les pays émergents. Les Chinois mangent davantage de viande, tirée d'animaux qui se nourrissent évidemment de céréales. Une nouvelle habitude qui a entraîné une poussée de la consommation mondiale de blé de 20 millions de tonnes, rien que pour cette année. »

Quant au maïs, il est en première ligne des plans de relance des Etats. Plus de voitures hybrides, réclame le président américain ce qui veut dire plus d'éthanol, donc plus de maïs. Clairement la bourgeoisie joue ses gains financiers sur la mort et la famine des plus faibles. C'est à vomir !

<sup>2</sup> *Le Monde*, 23 Avril 2008.

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> <http://www.moneyweek.fr/conseils/economies/>

### **Et alors ?**

Les fonds d'investissement se sont engouffrés sur les marchés agricoles, provoquant une amplification de leur volatilité. Le contexte leur convient, comme le rappelle Fabien Bova, directeur général de l'ONIGC : « Alors qu'il y avait auparavant surplus de production, il faut dorénavant s'adapter à la rareté de la marchandise. » Son organisme estime que les céréales pourraient durablement s'inscrire comme valeurs refuges face au pétrole. « Les matières premières agricoles se banalisent en tant qu'objets de marché », résume M. Bova. Depuis 2004, les fonds spéculatifs ont commencé à s'intéresser à ce secteur, jugé sous-évalué, ce qui explique le développement des marchés à terme : à Paris, le nombre des contrats sur le blé est passé, de 2005 à 2007, de 210 000 à 970 000.

A Chicago, la majorité des contrats à terme n'aboutissent pas à des livraisons effectives. Les spéculateurs n'ont pas d'intérêt pour la marchandise elle-même, contrairement aux opérateurs commerciaux « normaux ». Pour les vendeurs de céréales, les prix élevés sont certes une aubaine, mais la financiarisation et la volatilité, accrues sont prêtes à affamer la planète pour spéculer et continuer à faire des profits. Cette volatilité rendrait la tâche des industriels de l'agroalimentaire complexe et risquée, nous dit-on très sérieusement. Les meuniers seraient perturbés dans leurs politiques d'achat : quand le prix de la tonne de blé varie de quelques euros, désormais la différence peut s'élever de 20 à 30 euros. Ils vont encore nous faire pleurer alors que des millions d'individus meurent de faim.

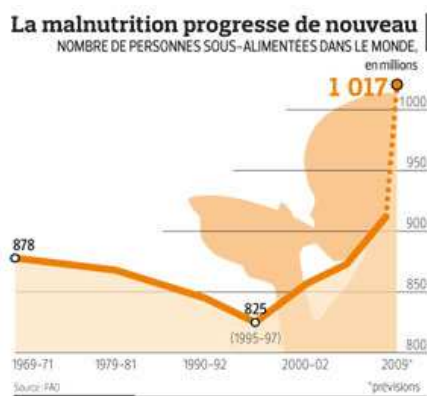
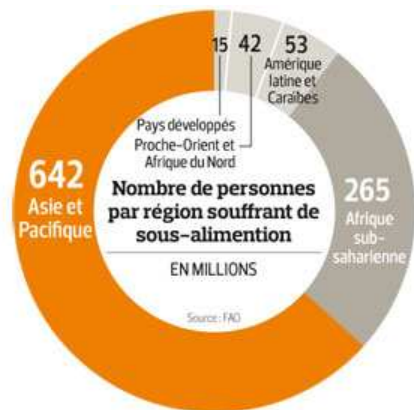
### **Mais les vautours ne s'arrêtent pas en si bon chemin... tant qu'il y a du blé à se faire !**

L'agriculture est un secteur jugé porteur, certains investisseurs ne se contentent pas d'opérer sur les marchés à terme. Ils achètent des terres en Afrique, en Amérique du Sud, en Ouzbékistan ou au Kazakhstan. Un fonds d'investissement, Whitebox Advisors, a même acquis un silo à grains du groupe Cargill aux Etats-Unis. Les stocks représentent un enjeu majeur : au niveau mondial, la consommation de céréales augmente plus vite que la production, et les réserves sont au plus bas depuis trente ans. Le niveau de deux mois de consommation fixé par la FAO pour garantir l'alimentation de la planète n'est plus assuré.

C'est sur ce point principalement que l'arrivée des fonds inquiète certaines bonnes âmes. « Si on laisse les fonds de pension investir dans l'alimentation, où va-t-on ? », demande Philippe Pinta, président de l'Association générale des producteurs de blé, qui chiffre la part de la spéculation dans le cours du blé à 20 %. Le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'est récemment inquiété de

la spéculation sur les matières premières alimentaires qui pourrait entraîner des risques de famine, et une mobilisation des fonds souverains.

Les dernières récoltes ont été dramatiquement basses un peu partout dans le monde. Mais surtout, de plus en plus de surfaces agricoles sont allouées à la production d'agrocarburants. C'est dans ce cadre qu'une certaine catégorie de financiers n'hésite pas à spéculer sur la faim et la mort des populations.



La bourgeoisie ne s'émeut pas de cette situation. Pourtant lorsque plus d'un milliard de personnes selon la FAO souffrent de la faim dans le monde et que leur nombre ne cesse d'augmenter de façon accélérée (comme le graphique ci-dessus l'indique clairement), ce genre d'activité spéculative est proprement criminelle.

### Et la spéculation sur l'eau ?

Il suffit de citer un seul exemple probant de la rapacité du capitalisme qui s'exerce partout. La KBC (la "banque de Flandre"), troisième groupe financier du pays et première banque belge, a proposé à ses clients un produit financier pour le moins épicé. Du 4 au 29 mars 2008, il était possible de souscrire à une assurance vie dont la plaquette de présentation affichait ce slogan : "Tirez avantage de la hausse du prix des denrées alimentaires !". La banque y qualifiait d'"opportunité" la "pénurie d'eau et de terres agricoles exploitables" qui conduisent à "une pénurie de produits alimentaires et une hausse du prix des denrées alimentaires". On aurait pu formuler la chose autrement : "Plus nombreux sont les gens qui périssent de la famine mondiale, plus on s'enrichit. Le capitalisme spéculé sur la famine ! Et une assurance vie qui joue avec la mort !

Aurélien

20 ans après la chute du Mur de Berlin,

## Les tensions entre les Etats impérialistes sont toujours aussi présentes.

Nous n'allons pas sombrer dans les commémorations faciles et imposées par la bourgeoisie internationale qui se félicite à bon compte de la disparition du mur de Berlin qu'elle avait créé quand cela l'arrangeait. De même nous n'allons pas nous enthousiasmer de l'effondrement du bloc impérialiste de l'Est. Les champions du « libéralisme » n'ont pas à se réjouir trop vite de la disparition d'un de leurs rivaux et devraient être plus modestes du fait de la crise économique qui signe la faillite de leur modèle. D'ailleurs la bourgeoisie a recréé encore de nombreux murs entre les USA et le Mexique par exemple ou entre Israël et la Palestine et à Chypre entre les turcs et les grecs. Nous préférons dresser un constat de l'impérialisme de l'après « Guerre froide » en Europe et par conséquent entre les différentes puissances mondiales qui n'auront de cesse que de nous entraîner vers de nouvelles boucheries sans nom.

### La « Guerre froide », le monde coupé en 2 blocs impérialistes rivaux.

Sur ordre du dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev, le mur de Berlin a été construit à compter du 13 août 1961 pour combler une brèche du rideau de fer en séparant la zone soviétique des zones occidentales de Berlin. L'objectif affiché était de mettre fin à une véritable hémorragie humaine d'Est en Ouest, de la République démocratique d'Allemagne vers la République fédérale d'Allemagne. En fait, il s'agissait de bien plus que cela, il fallait asseoir la domination de chacun des impérialismes sur leurs propres

camps qui étaient déjà séparés par un rideau de fer hermétique divisant toute l'Europe.

Mais pour comprendre ces événements, il faut revenir à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui annonce l'émergence d'un nouveau conflit plus larvé et plus long : la Guerre froide. Les puissances impérialistes ne parviennent pas à mettre fin aux tensions impérialistes qui, en fait, n'avaient pas cessé de se succéder depuis la première guerre mondiale. Les conflits d'intérêts entre les nouvelles puissances impérialistes mondiales s'étaient multipliés. Il en résulte une longue période de tensions, ponctuées de

crises aiguës débouchant parfois sur des conflits militaires locaux dans tous les pays du tiers monde sans pourtant déclencher de guerre ouverte entre les États-Unis et l'URSS. De 1947 à la fin de la Guerre froide, l'Europe, divisée en deux blocs, se trouve au centre d'un l'affrontement indirect entre les deux superpuissances. La Guerre froide atteint son premier moment fort lors du blocus de Berlin en 1948 encore à Berlin !

Après 1961, le Mur, construit sur 43 kilomètres, est rapidement devenu le symbole de la division de l'Allemagne, de l'Europe et du monde en deux blocs : l'Est dominé par Moscou et l'Ouest sous la houlette de Washington.

## **La victoire des USA au cours de la guerre froide ?**

La chute du Mur, le 9 novembre 1989, a une dimension stratégique majeure. Elle marque la victoire de la stratégie américaine qui visait depuis le début des années 1980 à pousser l'Union soviétique à l'asphyxie au moyen de l'Initiative de défense stratégique (IDS) pour l'obliger à lâcher son emprise établie à la faveur de la fin de la Seconde Guerre mondiale sur les pays situés à ses frontières occidentales, dont la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, etc. Les États-Unis et l'Allemagne fédérale ont été les principaux acteurs de cette politique et donc de la réunification de l'Allemagne qui s'en est suivie.

Mais quel est le jeu de l'URSS ? La victoire des USA n'empêche pas de se poser des questions sur d'éventuelles connivences de Moscou. Le livre du journaliste Michel Meyer « *L'histoire secrète de la chute du mur de Berlin* » (aux éditions Odile Jacob) et les dernières déclarations de Gorbatchev montrent que les choses ne sont pas aussi claires. La volonté des chefs du Kremlin et de Gorbatchev était de laisser filer les choses à Berlin pour permettre une division entre les européens et les USA, en cela il voulait continuer la politique du Tsar Pierre le Grand en s'ouvrant et s'alliant à l'Europe. Les événements allèrent si vite et les dirigeants des pays de l'Est se montrèrent si peu clairvoyants qu'ils ont fait capoter l'opération. Mais n'est ce pas toujours la politique russe ? Poutine se situe toujours pleinement dans cette politique : éjecter les USA de l'Europe. A long terme, l'on ne sait qui sera gagnant !

Enfin, la chute du Mur ouvre une interrogation : que faire des anciens satellites de l'URSS ? Ces pays d'Europe centrale et orientale restent suspendus dans un vide inconfortable durant quelques années. C'est ainsi qu'ils sont progressivement intégrés à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) puis à l'Union européenne. Qui aurait imaginé au début des années 1980 que la Lituanie, la Pologne ou la Roumanie deviendraient un jour membre de l'UE et a fortiori de l'Otan ?

## **En 2009, au-delà de l'image d'un couple politique franco-allemand, quelles sont les relations impérialistes entre Paris et Berlin ?**

Avant même la chute du mur de Berlin, les relations entre la France et l'Allemagne fédérale ne sont pas aussi simples que les commémorations du traité de l'Élysée (22 janvier 1963) veulent le faire croire.

La France manque bien sûr d'enthousiasme à la perspective d'une réunification de l'Allemagne.

Les USA triomphent en 2004 et les relations franco-allemandes semblent amoindries par la mutation

géopolitique de l'après-guerre froide en ouvrant de nouvelles marges de manœuvre aux États-Unis, notamment via les nouveaux États membres de l'Europe : les États baltes, et d'autres États d'Europe centrale et orientale.

En 2007, 21 des 27 membres de l'UE deviennent membres de l'Otan ce qui conduit la France à revenir dans le commandement militaire intégré de l'Otan, en 2009. Entre temps, Berlin administre à Paris une leçon en encadrant le projet de Nicolas Sarkozy – l'Union méditerranéenne – au sein des politiques européennes, sous le nom d'Union pour la Méditerranée : processus de Barcelone. Les relations franco-allemandes restent conflictuelles

En 1984 à 1992, les intérêts économiques et politiques sont les mêmes :

*« A partir du Conseil européen de juin 1984 à Fontainebleau, la voie est libre. Très rapidement, Kohl et Mitterrand s'accordent et choisissent Jacques Delors. Le trio qui va donner le tempo à la construction européenne jusqu'à la ratification de Maastricht est alors en place. Après Maastricht, Mitterrand et Kohl estimeront tous les deux qu'il faut une pause. Un ralentissement nécessaire après une période 84-92 très intense : élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal, Acte unique, etc. L'Acte unique a d'ailleurs créé une gigantesque machine à normaliser qui continue à fonctionner, avec ses aspects positifs et négatifs. Plus d'autres initiatives européennes jusqu'à la gestation de Maastricht, l'accompagnement de la réunification allemande, l'euro, etc. C'est considérable ! La grande politique européenne de Mitterrand, de Mitterrand-Kohl-Delors pour être plus précis, va de 1984 à 1992. »* (Hubert Védrine Conseiller de Mitterrand puis Ministre des affaires étrangères in [http://www.hubertvedrine.net/index.php?id\\_article=132](http://www.hubertvedrine.net/index.php?id_article=132))

Ensuite, les relations commencent à se tendre jusqu'à atteindre le sommet au moment de la question de la Yougoslavie où les intérêts sont alors franchement contraires

*« Ce décrochage a commencé nettement après Maastricht. (...) On a bombardé l'opinion d'arguments d'autorité pour justifier un élargissement géographique permanent, certes justifié, mais qui a été perçu par les Européens d'origine comme changeant la donne. C'est un des aspects de la fuite en avant.*

*Dans la période Mitterrand, il y a eu en 1992 une discussion sur l'élargissement de douze à seize (en comprenant, à l'époque, la Norvège). (...) Mitterrand soutient Delors qui demande des réformes institutionnelles préalables. Kohl se met en colère. Pour lui, ce sont des manœuvres pour retarder l'élargissement. Il juge les Français égoïstes. Il y a eu là un différend réel entre Kohl et Mitterrand dont on a très peu parlé (alors qu'on a raconté beaucoup de sottises sur leur désaccord concernant la réunification allemande). Il y a eu de profondes dissensions sur la Yougoslavie (entre l'Allemagne et tous les autres) et sur l'élargissement de l'Europe. De fait, à partir de 1992, la seule politique commune des dirigeants européens est l'élargissement. Cependant, cet élargissement — à quinze finalement au lieu de seize — reste encore viable. (...) C'est encore plus net pour l'élargissement à vingt-cinq. »* (idem)

Ainsi on comprend parfaitement la différence de politique entre la France qui cherche à plus d'intégration politique entre les anciens membres de l'UE pour faire pièce à la force de l'Allemagne. Cette dernière tout en ayant besoin

d'intégration européenne cherche à regagner son aire d'influence au cœur de l'Europe ce fameux Mitteleuropa qui est son aire d'expansion traditionnelle. Cette politique s'est parfaitement vérifiée au moment de la question de la Yougoslavie. Il s'agissait de casser l'importance de la Serbie alliée traditionnelle de la France pour redonner de l'importance à la Croatie ex-province de l'Autriche-Hongrie.

La politique franco-allemand a-t-elle un avenir ? « *Chez ces gens-là, Monsieur, il n'y a que les intérêts impérialistes qui comptent !* » Or, la France et l'Allemagne sont malgré tout contraintes à s'entendre alors que l'Union européenne se trouve face à des tensions considérables.

## **L'Union Européenne à 27, un projet américain ?**

C'est une réalité historique peu mise en avant mais les Etats-Unis ont été, dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, des acteurs clés de cette construction là de l'Europe communautaire, par personnes interposées et au moyen de divers programmes. D'une certaine manière, la Guerre froide a été un élément "facilitateur" de la construction communautaire puisque l'URSS incarnait une forme de menace commune contre laquelle il fallait se serrer les coudes.

A la fin des années 1990 et au début des années 2000, il est clair que ce sont les Etats-Unis qui sont à la manœuvre et imposent le calendrier de l'élargissement de l'Union européenne (UE). Comment ? En décidant d'élargir l'Otan à de nombreux pays d'Europe centrale et orientale en 1999 et surtout en 2004, ce qui a contraint l'UE à essayer de suivre le rythme. Seules la Roumanie et la Bulgarie, déjà entrées dans l'Otan en 2004 ont été contraintes d'attendre encore pour intégrer l'UE parce que « *l'acquis communautaire était manifestement insuffisante* ». Bel argument ! Dans une large mesure, l'Union européenne a donc eu à gérer l'"intendance" de la victoire stratégique des Etats-Unis sur l'URSS, à travers les élargissements de 2004 et 2007. Précédemment, en 2003, le président Georges Bush s'était "amusé" à diviser les pays membres et candidats à l'UE au moyen de sa stratégie en Irak.

Après avoir gagné la Guerre froide (1947-1990), les Etats-Unis ont connu un moment unipolaire extraordinaire, sans adversaire à leur mesure. Ils se retrouvent maintenant "embourbés" en Afghanistan et en Irak, sans parler de la crise économique. Et les ex-pays de l'Est ne sont plus aussi favorables aux USA. La politique change comme on peut le constater, les avantages économiques et stratégiques d'hier

sont en train de se modifier rapidement, mais aujourd'hui encore les alignements impérialistes n'ont pas été totalement modifiés.

On voit que l'Europe tente d'acquiescer une nouvelle politique de défense indépendante. Il a été créé les notions de « Politique étrangère et de Sécurité commune » (PESC) et de « Politique européenne de Sécurité et de Défense » (PESD). L'évolution viendra-t-elle des nouveaux membres ?

Globalement, les pays d'Europe centrale et orientale après s'être tournés vers les Etats-Unis, s'en éloignent. L'Otan représentait une garantie immédiate et crédible de sécurité contre le danger en provenance de l'Est. C'est ainsi qu'ils avaient manifesté leur soutien à Washington au sujet de l'Irak. Par ailleurs, les subsides attendus de l'Otan pour l'installation de ses nouvelles bases n'ont pas été à la hauteur des attentes, ces pays ont été souvent obligés de financer leurs infrastructures eux-mêmes.

Le 19 juillet 2009, lors d'une rencontre entre Bernard Kouchner et le ministre des Affaires étrangères polonais Radoslaw Sikorski, ce dernier a remis à un document informel présentant ses propositions pour renforcer la politique de défense de l'UE. Il s'agirait d'une douzaine d'idées allant de la création de nouvelles unités militaires à des projets d'infrastructure et industriels. On sait que la bourgeoisie polonaise a, pour des raisons historiques, une véritable préoccupation de défense.

Par ailleurs, le Livre blanc français sur la défense écarte toute divergence en arrêtant la nouvelle doctrine quant aux relations entre l'UE et l'Otan. *"Il n'y a pas concurrence entre l'Otan et l'Union européenne, mais complémentarité : nous avons besoin des deux pour faire face aux menaces et aux crises."*

Nous venons de le voir : il n'y a jamais de fin de l'histoire dans les domaines militaire et impérialiste. Si les bruits de bottes se taisent en Europe même, de nouveaux enjeux et tensions sont prêts à resurgir et les nouvelles puissances ou alignements en constitution sont en train de fourbir leurs armes pour défendre leurs nouveaux intérêts. De nouvelles constellations impérialistes se préparent entre l'Europe, les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Le capitalisme ne s'arrête jamais et surtout pas en période de crise économique où les intérêts économiques s'aiguisent encore plus féroce.

Les ouvriers n'ont rien gagné dans la chute du mur de Berlin, ils sont toujours aussi exploités par leurs bourgeoisies qui sont prêtes à leur faire subir de nouvelles avanies encore plus horribles que celles qu'ils ont déjà connues dans le passé.

Aurélien

---

---

## **FIAT : Manifestation contre les syndicats à Turin**

Lors des manifestations du samedi 16 mai des travailleurs de FIAT pour leurs emplois et leur avenir, la colère des travailleurs de Pomigliano et de Nola a explosé. Après une dure lutte ignorée par les medias, ces derniers ont été déplacés vers un «département marginal» suite à un accord

signé entre FIAT et les syndicats<sup>5</sup>. La situation vient d'empirer et toute l'usine de Pomigliano pourrait fermer, résultat de la crise dans le secteur automobile et de

---

<sup>5</sup> «Département marginal» est une sorte d'étape vers la mise à pied. Pour l'histoire de cette lutte, consultez *Revolutionary Perspectives* nos 46 et 47.

l'importante restructuration des opérations de Marchionne et associés. Aujourd'hui, tous les travailleurs de FIAT et de ses filiales, n'ont plus aucune garantie d'emploi tout comme la classe ouvrière italienne et mondiale dont le futur est incertain.

Aux cris de «*Vendus*» et «*Les travailleurs doivent avoir le pouvoir*», une foule compacte de travailleurs s'est amassée autour du camion du Slai-Cobas<sup>6</sup> déclarant qu'il était maintenant temps pour que les travailleurs et non les bureaucrates prennent la parole depuis la tribune devant cette manifestation ouvrière.

En tant qu'ouvriers de *Battaglia Comunista*, nous avons participé à cette manifestation étant donné sa signification et son importance. Au-delà de tout cela — la lutte de classes n'est pas un dîner de gala — nous avons applaudi l'intervention des travailleurs de Nola et de Pomigliano qui nous ont justement rappelé l'internationalisme ouvrier en opposition à la guerre des pauvres pour des emplois qui sert à piéger les travailleurs d'Italie, d'Allemagne, du Canada et des USA dans une guerre fratricide. Comme le capitalisme est de plus en plus international, la réponse de la classe ouvrière doit l'être également.

## Leçons :

Premièrement, il ne doit y avoir aucune division entre les travailleurs des différentes usines de FIAT en Italie. Nous appelons tous les travailleurs — spécialement ceux de Mirafiori — à manifester leur solidarité avec leurs camarades de Nola et de Pomigliano.

De plus, nous devons nous rappeler que ce sont les dirigeants des confédérations syndicales et leurs cousins des syndicats des travailleurs de l'automobile (FIOM<sup>7</sup>) qui ont signé les contrats, qui ont détérioré les conditions de vie des différentes catégories d'ouvriers, qui ont négocié de façon désinvolte des contrats de travail, et qui ont divisé et gaspillé l'énergie des travailleurs dans des grèves inutiles annoncées des semaines à l'avance.

Nous devons également nous rappeler que ce sont eux qui ont accepté le vol de nos fonds de pension et qui n'ont rien fait pour éviter l'accroissement du fardeau de travail et l'accélération des cadences qui sont les véritables causes de morts dans les usines, de sacrifiés sur l'autel du profit capitaliste. En résumé, si nous voulons vraiment nous défendre contre les attaques patronales qui ne cessent d'empirer avec la crise, nous devons mettre de côté les bureaucrates syndicaux qui nous contrôlent de connivence avec les patrons parce qu'ils sont les premiers obstacles que rencontrent les travailleurs et les travailleuses en lutte. Il n'est pas important de savoir si l'expulsion des

bureaucrates de la scène en face du Lingotto<sup>8</sup> était spontanée ou pas — c'était exactement ce dont nous avons besoin!

Maintenant cependant, les travailleurs de Turin à Pomigliano doivent aller au-delà des syndicats, autant les larges confédérations déjà vendues, que les syndicats de base qui ne sont en fait que des scissions des grosses centrales. Les travailleurs doivent prendre la parole dans les réunions de masse. Ils doivent être les protagonistes de leurs propres luttes. Ils doivent s'unir au-delà des différences syndicales régionales et sectorielles pour combattre les licenciements et les mises à pied. Les travailleurs les moins résignés et les plus combatifs doivent tenter de rejeter le poids mort des syndicats, et par-dessus tout d'unifier ces différentes expériences si de véritables luttes à la base éclatent.

Il est déjà difficile d'aller en grève à cause des bas salaires, mais aussi il est également temps pour les travailleurs et les travailleuses de commencer à se poser la question du pouvoir. Les patrons sont inutiles et la production pour satisfaire les véritables besoins de l'humanité se porterait mieux sans eux. Les syndicats sont inutiles puisque les luttes véritables se mènent sans eux. Les travailleurs d'INNSE<sup>9</sup> à Milan ont dirigé l'entreprise qui a fermé ses portes pendant trois mois sans le soutien de leur syndicat (FIOM) et ont continué à occuper l'usine contre les attaques patronales et policières; ces travailleurs nous ont montré un exemple à petite échelle mais héroïque de la détermination dont nous avons besoin.

Nous devons également aller plus loin pour se débarrasser de ce système social et économique pourri qui n'a rien à offrir que la faim, la pauvreté et la guerre ici comme partout ailleurs. Mais nous avons besoin d'un parti révolutionnaire pour unir politiquement cet élan des différents secteurs de la classe ouvrière afin d'accomplir cette tâche gigantesque. Un parti qui s'est toujours démarqué du stalinisme et du soi-disant «socialisme réel», peut constituer le guide politique indispensable vers cette société qui sera, enfin, humaine.

*Battaglia Comunista*, Mai 2009

**Le Site Internet de la TCI**  
**Tendance Communiste Internationaliste :**  
  
**[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

<sup>6</sup> Slai-Cobas est un des soi-disant syndicats de base qui ont surgi en Italie dans les années 80. D'abord formés de travailleurs mécontents des syndicats existants, ils ont également succombé au même petit jeu syndical.

<sup>7</sup> La Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes, à laquelle appartient la plupart des travailleurs de l'auto.

<sup>8</sup> Centre de congrès où était situé un des principaux centres industriels de FIAT. Le Centre directionnel de FIAT y est toujours situé.

<sup>9</sup> INNSE PRESSE est une fabrique de machines à Milan.



## ***Les syndicats toujours plus contre les luttes ouvrières***

*En période de crise économique comme pendant la guerre les syndicats soutiennent encore plus fortement la bourgeoisie jusqu'à réaliser « l'union nationale ». C'est pourquoi, il nous paraît important de republier les Thèses sur le syndicat aujourd'hui et l'action communiste*

*De plus en plus, pour mener leurs luttes, les orienter vers un élargissement et chercher la solidarité active des ouvriers des autres secteurs, les travailleurs doivent et vont se heurter aux organisations syndicales.*

*Les luttes de ces derniers mois sont une illustration remarquable de ce travail de sabotage syndical et tous les ouvriers l'ont parfaitement remarqué.*

*En France, la montée de la colère ouvrière (fin 2008, début 2009) a été rapidement freinée grâce, notamment, à l'organisation par les syndicats de "journées d'action" soigneusement planifiées et éloignées les unes des autres (29 janvier, 19 mars, 1<sup>er</sup> mai...) afin de "préserver l'unité syndicale" et en réalité d'user la combativité montante jusqu'aux vacances de l'été 2009.*

*Au Royaume-Uni, les travailleurs de la Royal Mail (poste anglaise) n'ont pu éviter la politique d'éparpillement de la riposte par l'intermédiaire de journées de grève à répétitions prônées par le CWU (Communication Workers Union). Politique qui n'avait comme autre objectif que d'écarter toute possibilité de jonction des travailleurs dans la lutte.*

*Au Mexique, l'échec de la lutte des travailleurs de l'électricité (40 000 emplois en jeu) et les manifestations contre le plan d'augmentation des impôts initiés le 10 octobre, est en grande partie lié à cette même technique de division orchestrée par les organisations syndicales, au sein desquelles le syndicat mexicain des électriciens (SME) a pris une large part.*

*Dans la période actuelle la question syndicale est en train de revenir sur le devant de la scène. Quelle fonction ont ces appareils maintenant tous rétribués par les Etats ? Organes de défense des revendications ouvrières ou organe de négociation de la force de travail et de soumission des intérêts ouvriers à celui des classes dominantes ?*

*Outil d'organisation des forces ouvrières pour la lutte ou organe de cogestion du calme social ?*

*Comment les révolutionnaires peuvent-ils agir face à la politique anti-ouvrière des syndicats ?*

*Les thèses ci-après représentent les orientations de travail de notre organisation sur cette question.*

## ***Thèses sur le syndicat aujourd'hui et l'action communiste***

Dans l'actuelle phase de décadence de la société capitaliste, le syndicat est appelé à être un instrument essentiel de la politique de préservation du capitalisme et par conséquent à assumer des fonctions précises d'organisme d'État.

*Conférence du Partito Comunista Internazionale sur les syndicats, 1947*

### **Thèse n° 1**

**L'assujettissement et l'intégration du syndicat dans l'État capitaliste est un fait achevé et irréversible. Nos analyses et prévisions ont complètement été confirmées par les expériences où il s'est trouvé impliquée depuis les premières décennies de ce siècle.**

**Partie intégrante de l'appareil d'État, réduit au rôle d'instrument indispensable pour le soutien de l'économie nationale et facteur organique de la préservation du mode de production capitaliste (opérant dans le respect de ses lois), le syndicat a complètement perdu même ses dernières apparences d'organisme intermédiaire et apolitique qui, dans les premières années de la Troisième Internationale de Lénine, rendaient encore possible son utilisation par le Parti comme instrument pour la révolution.**

Le syndicat s'est développé comme outil de la classe ouvrière par la négociation du prix de vente et des conditions d'emploi de la force de travail. Cependant, comme il est devenu un instrument de réglementation du rapport entre le travail salarié et le capital il devait inévitablement en devenir un instrument de conservation. La fonction d'administration d'un tel rapport, qui soutient fondamentalement la base économique du capital, a complètement absorbé tant les organismes syndicaux que les gens qui s'y impliquent.

Si dans la phase historique d'ascendance du capitalisme, des conditions et des espaces existaient objectivement pour

justifier la tâche spécifique et de mettre de l'avant les revendications contractuelles du syndicat, ces espaces se sont resserrés petit à petit — dans la phase monopoliste et impérialiste — jusqu'à être annulés par la crise économique générale d'aujourd'hui.

La possibilité de concessions favorables, d'une manière ou d'une autre, à la classe des salariés est définitivement épuisée. Aujourd'hui, chaque réforme est synonyme d'attaque bourgeoise contre la classe ouvrière. Le syndicat ne peut pas faire autrement que de développer une fonction de médiateur en concordance avec les conditions de survie du capital et de leur acceptation passive de la part des travailleurs et des travailleuses.

### **Thèse n° 2**

**Dans ce contexte historique, il est plus idéaliste que jamais de réaffirmer mécaniquement les perspectives et les tactiques — au nom d'une prétendue cohérence avec le passé — qui sont basées sur une récupération d'une forme particulière d'organisation de la classe, sans aucune considération pour la substance de son rôle et de sa fonction.**

Tant et aussi longtemps que la reconnaissance de la dégénérescence des syndicats se limite à la prétendue trahison des bureaucrates (des individus) ou des forces politiques qui les contrôlent, elle perd alors toute validité d'un point de vue marxiste. En effet, pourquoi de telles

bureaucraties et/ou forces politiques prennent le contrôle de la direction d'un «organe de classe» qui demeure imperméable à la propagande et à l'orientation tactique communiste resterait à expliquer. Et il resterait aussi à répondre à la question, pourquoi les positions révolutionnaires devraient ou pourraient revenir à la direction du syndicat.

L'abolition du travail salarié, la rupture du rapport capital-travail est l'objectif principal du mouvement révolutionnaire et du programme communiste. C'est exactement le contraire qui vaut pour le syndicat dont la fonction est la conservation de la relation travail-capital, qui est son terrain d'action et sa raison d'être.

### **Thèse n° 3**

**Autant l'hypothèse de la conquête de la direction du syndicat par le Parti que celle de la transformation du syndicat lui-même en instrument pour mener le prolétariat vers un assaut révolutionnaire n'ont plus aucune validité historique que ce soit, y compris dans les circonstances les plus favorables (incluant la Révolution d'Octobre).**

Il ne pouvait pas en être autrement en raison de la réalité de la domination totale du capital et la manifestation à l'échelle mondiale de ses contradictions les plus profondes et incurables. Parmi les institutions de la société capitaliste, le syndicat a définitivement occupé une position de soutien déclaré au capitalisme. Toute forme d'équivoque idéologique possible sur la nature anti-capitaliste et révolutionnaire des syndicats a été liquidée.

Entre les coups et les contrecoups de la crise économique, les attaques du capital aux conditions de travail et de vie de la classe ouvrière non seulement annulent chaque précédente "conquête", mais rendent illusoire la formulation de telles revendications, puisqu'elles sont fondées sur la pratique de la négociation dans le respect des intérêts de l' "économie nationale", du développement capitaliste et de l'expansion du marché.

Dans la crise du cycle d'accumulation capitaliste, qui s'aggrave de plus en plus, les syndicats font siennes les limites économiques du capital. Ils les imposent à la classe ouvrière au point où ce sont vraiment les syndicats eux-mêmes qui deviennent l'obstacle principal à la lutte quotidienne de la classe.

### **Thèse n° 4**

**À la suite de la restructuration à grande échelle du processus de production capitaliste et conformément à cette logique, la tendance au fractionnement des grands complexes industriels s'est affirmée. Donc, la concentration de la force de travail n'est plus la règle. Au même moment, le travail a été dévalué par des réductions du salaire réel dans les métropoles, réalisées grâce au chantage des coûts de main-d'œuvre moins élevés ailleurs sur le marché global et la menace d'exporter l'investissement de quelques portions ou de la totalité du processus de production.**

**L'ensemble de ces phénomènes constitue le moteur principal de la tendance vers la précarisation et l'individualisation des modèles de travail.**

La nouvelle division internationale du travail, les restructurations industrielles profondes de ces dernières années, le passage d'une production de masse à une production de plus en plus diversifiée, destinée à un marché extrêmement changeant et incertain, ont modifié profondément la structure de la production tant sur le plan dimensionnel qu'organisationnel.

Plusieurs grands complexes industriels se sont complètement réorganisés, plusieurs industries ont délocalisé leurs unités de production vers des régions où les coûts de production sont moins élevés — de la main-d'œuvre aux matières premières, etc. D'autres ont diversifié leur production, ont déménagé ou ont sous-contracté une partie ou l'ensemble de la conception, de l'assemblage et de la mise sur le marché.

### **Thèse n° 5**

**Il n'y a qu'une apparence de contradiction entre l'existence largement répandue de petites et moyennes entreprises et la décentralisation de la production, accompagnée par une concentration toujours plus élevée de la propriété et du contrôle des moyens de production par un nombre de plus en plus réduit de capitalistes.**

Les syndicats n'ont pas été à même, ni ne pouvaient l'être, de s'opposer à de tels phénomènes car il n'y avait pas d'autre alternative pour le capital dans cette phase de crise de son cycle d'accumulation. De même, ils n'ont pu ni modifier ni s'opposer aux conséquences pour les travailleurs et les travailleuses: la précarisation et l'individualisation des relations de travail.

Ils ne pouvaient en quelque sorte que superviser ce qui se passait à l'intérieur de la classe ouvrière. Et c'est exactement ce qu'ils ont fait dans tous les pays métropolitains.

Les accords en Italie sur la rémunération du travail de grande qualité et le salaire relié aux «performances» sont les étapes les plus remarquables de cette transformation formelle du rôle du syndicat.

### **Thèse n° 6**

**La transformation de la forme de la production et sa fragmentation en petites et moyennes entités, d'une part, et la tendance à la précarisation et à l'individualisation intégrées dans les clauses même de la convention collective, d'autre part, ont en grande partie largement modifié le cadre de référence syndical. En 1985, nous affirmions que les syndicats se consacraient presque exclusivement aux politiques salariales au niveau macro-économique. La suite nous a donné raison. Ainsi les syndicats se sont retrouvés exclus de la majorité des petites et moyennes entreprises et ont en grande partie perdu la confiance et la fidélité des travailleurs et des travailleuses.**

Ce que nous écrivions en 1985 dans *Le syndicat dans le troisième cycle d'accumulation* est aujourd'hui encore plus vrai: «Le syndicat est devenu une 'institution publique' honnie qui a atteint des niveaux de bassesse sans précédent.»

Cette transformation en institution officielle engagée dans la négociation centrale des accords mentionnés plus haut

reflète aussi le resserrement des règles générales relatives aux relations de travail. Depuis au moins 1992, tout accord incluant un minimum d'application générale (incluant ceux sur la flexibilité du travail) se traduit systématiquement en loi, les soustrayant ainsi à toutes les négociations. Les contrats nationaux — qui excluent toute autre négociation en la matière - ont de fait éliminé la négociation dans l'entreprise tout en imposant aux travailleurs et aux travailleuses des limites rigides à l'intérieur desquelles les relations de travail sont réglementées, à l'avantage du capital qui bénéficie de la force de la loi pour écraser individuellement les salarié(e)s.

### **Thèse n° 7**

**Il ne peut donc y avoir de défense réelle des intérêts, même immédiats, des travailleurs et des travailleuses sauf à l'extérieur et à l'encontre de la ligne syndicale et de toute forme de médiation contractuelle qui se termine toujours par une perte de contrôle et de droits. Face aux attaques du capitalisme en crise, la défense concrète des intérêts ouvriers se heurte immédiatement aux exigences de survivance du capital.**

**En ce sens, la distinction entre luttes défensives et luttes offensives n'est réellement déterminée que par le contenu politique des luttes.**

Lorsqu'elle surgit des luttes réelles de la classe — et non de la fantaisie radicale/réformiste de cercles politiques anciennement staliniens et maintenant en phase de renouvellement, la revendication pour une semaine de travail réduite sans perte de salaire est défensive. De même, la revendication des masses en chômage et marginalisées pour un revenu minimum garanti est une lutte défensive. Ces deux revendications (qui semblent aujourd'hui constituer le programme politique du radical-réformisme) représentent en fait une nécessité vitale des masses prolétariennes dont les besoins fondamentaux sont brutalement niés par le capital. Là où elles s'expriment comme revendications émanant de la base, elles traduisent en fait la volonté d'autodéfense du prolétariat et la nécessité de la destruction du mode de production capitaliste. La reconnaissance de cette seule nécessité définirait son potentiel de succès indépendamment du caractère défensif ou offensif des luttes.

### **Thèse n° 8**

**Étant donné que ce n'est pas la fonction du parti politique révolutionnaire de développer des tâches autres que la prise du pouvoir politique par le prolétariat et comme les luttes économiques de la classe, même seulement défensives, demeurent une nécessité en plus d'être une condition préalable au développement de la lutte pour l'émancipation du pouvoir du capital, le problème de l'avant-garde communiste, ses tâches et ses activités se posent dans les termes suivants:**

- **Les communistes participent aux luttes économiques de la classe en leur qualité d'avant-garde de cette même classe.**
- **Ils se distinguent en mettant en avant et en faisant connaître le programme révolutionnaire, afin de mettre fin et de dépasser le travail salarié.**

- **Dans la mesure où ils accomplissent ces tâches et condamnent les limites de la simple lutte revendicative, ils entrent ouvertement en opposition avec les organisations syndicales.**

C'est cette relation entre les tâches du parti et les activités des militants dans les luttes ouvrières qui rend en pratique possible que ces mêmes luttes économiques puissent se développer en une lutte pour la conquête du pouvoir.

### **Thèse n° 9**

**Le supposé développement d'organes alternatifs de lutte économique «conscients et permanents» a échoué par l'établissement d'une multitude de syndicats de base, dont plusieurs suivent les pas des syndicats officiels et recherchent des pouvoirs de négociation légaux et institutionnalisés.**

Les petits syndicats autonomes et organisés de l'intérieur, plus ou moins autogérés, ont finalement réduit leurs critiques à des questions de forme et de structure, se limitant à reprocher aux syndicats leur «dérive néo-corporatiste» ou leur «dégénérescence hiérarchique bureaucratique».

Afin qu'ils puissent continuer à exister en tant que syndicats, ils ne peuvent se dérober au cadre de travail qui est compatible avec le capitalisme, et donc aux conditions imposées par le capitalisme. Ce qui signifie, que même en cas de cassure dans l'équilibre social et d'une aggravation des luttes matérielles de classe, ils tenteront de rediriger la colère des travailleurs et des travailleuses vers des initiatives de nature contractuelle et développeront de nouveaux plans syndicaux en faveur de l'opposition démocratique bourgeoise.

En ce sens les formes organisationnelles du radical-réformisme dans le milieu de travail sont dangereuses d'autant plus lorsque ses slogans sont repris dans les luttes. D'une part, cela démontre la nature contradictoire des processus sociaux.

D'autre part, cela démontre la nécessité de la défense intransigeante du programme révolutionnaire de la démolition du régime bourgeois et du mode de production capitaliste.

### **Thèse n° 10**

**Comme l'ont montré les épisodes les plus significatifs, et rares, de la lutte des classes au cours des décennies récentes, les instruments organisationnels les plus efficaces — qui proviennent encore des travailleurs et des travailleuses eux-mêmes — prennent la forme d'assemblées générales : des comités d'agitation, de grève ou des conseils, qui surgissent toujours lors des ruptures initiales avec les structures syndicales existantes.**

Ces organisations de base disparaissent inévitablement lorsque les luttes elles-mêmes sont terminées, bien qu'elles ne soient pas toujours remplacées par des structures syndicales authentiques lors de la phase finale, «négociée» de la lutte. C'est en s'impliquant dans ces organisations de base que les communistes peuvent introduire leurs slogans agitateurs et la propagande révolutionnaire : pas en négociant avec le capital, ce qui ne peut changer la relation

fondamentale entre les classes; mais plutôt en établissant la cause originale de la lutte à l'offensive générale contre le capital.

Obtenir des résultats politiques concrets et établir la continuité des diverses expériences ne signifie ni l'utilisation des techniques syndicales ni de transformer les organisations de lutte économique des travailleurs et des travailleuses en institutions permanentes. Cela signifie plutôt gagner les ouvriers les plus conscients au programme et aux politiques révolutionnaires et les amener à rejoindre les troupes révolutionnaires.

### **Thèse n° 11**

**Le mûrissement de la situation révolutionnaire se manifestera par l'orientation nettement anti-capitaliste et révolutionnaire de ces organisations, qui prendront alors les caractéristiques des conseils ouvriers, qui pourront alors se transformer d'organisations de lutte anti-capitaliste en organisations du pouvoir prolétarien.**

L'orientation révolutionnaire et anti-capitaliste ne peut s'affirmer spontanément, sans l'intervention active et organisée des militants révolutionnaires. Voilà comment les expériences isolées des organismes de lutte peuvent contribuer au développement de la stratégie révolutionnaire : au point où ils peuvent accumuler des forces et fournir direction et leadership aux conseils dans cette période d'ébullition offensive.

Les longues décennies de contre-révolution et le processus de désintégration matérielle que la classe a subi dans le cours de la récente révolution technologique, a fait disparaître la conscience de classe la plus élémentaire. Une telle situation exige de repartir à zéro, en introduisant et en diffusant de nouveau l'abc du communisme, en guidant la classe vers une reconstitution subjective (politique), caractérisée par la négation de toute compatibilité avec la logique du capital.

### **Thèse n° 12**

**Afin que l'organisation politique révolutionnaire (le Parti), puisse concrètement s'établir comme un point de référence solide pour les masses prolétariennes et semi prolétariennes — c'est-à-dire être en position de développer les fonctions de leadership organisationnel et politique qui lui sont propres — il est d'une importance fondamentale de développer sur le territoire un réseau d'organisations à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail. Ces organisations doivent tenir compte de la situation réelle et de tous les aspects des conditions de vie du prolétariat (les travailleurs et les travailleuses, les sans-emploi, les jeunes, les retraités). Ainsi ils seront sans équivoque sur un terrain de classe, même s'ils ne pourront être immédiatement identifiés avec le Parti.**

Ainsi, la politique de groupes communistes d'usine, maintenant une tradition dans notre organisation, trouve son complément et s'adapte à la nouvelle situation et à la nouvelle composition du prolétariat.

### **Thèse n° 13**

**Ces organisations, émanant du parti, sont les bras opérationnels dans la classe (remplaçant le vieux terme désormais ambigu de «courroie de transmission»). De par leur origine et leur fonction ils sont distincts des organes de la classe dans son ensemble et des organisations qui en surgissent.**

**Ce sont les instruments pour remporter la direction politique révolutionnaire de ce qui est au début de simples organismes de lutte de la classe ouvrière, pour devenir ensuite les instruments de son maintien au pouvoir.**

L'accent placé sur les organisations territoriales implique la formation de groupes, de comités, de cercles communistes indépendants des lieux de travail ou du secteur économique. Cela tient compte du changement de situation. Auparavant les luttes de classe les plus significatives se déroulaient là où il y avait une concentration importante de travailleurs et de travailleuses.

Aujourd'hui, toutefois, la dispersion de la classe ouvrière en petites unités de production et l'encore plus grande dispersion de l'ensemble du prolétariat sur tout le territoire, favorise et oblige simultanément les éléments avancés à se réunir sur une base territoriale. Également parce qu'il est hautement probable que dans le futur les luttes les plus marquantes partiront des formes territoriales d'unité des ouvriers avancés, hors et à l'encontre des contraintes syndicales.

### **Thèse n° 14**

**Les groupes communistes d'usines et territoriaux se distinguent par:**

- **La dénonciation de toutes les expressions et tendances de la pseudo « gauche » de l'idéologie bourgeoise, toujours présentes parmi les masses ouvrières, en leur opposant les positions élaborées et défendues par le Parti, confrontées à la réalité des événements.**
- **La clarification marquée de tous ces objectifs de lutte qui ne pourront se réaliser seulement qu'à travers la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et le renversement du système capitaliste.**
- **L'encouragement à la solidarité prolétarienne et à l'unification des luttes sur le plan international.**
- **L'unité avec les travailleurs immigrés dans chaque pays, contre l'exploitation et le chômage qui dominent le marché mondial de la force de travail.**

Milan, avril 1997 — Traduction révisée, juin 2009

## La fondation de l'Internationale communiste en 1919

*«Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat... (la classe ouvrière) doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les États, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.»<sup>10</sup>*

Il y a 90 ans, la plateforme de la Troisième Internationale saluait de cette façon le monde. Si la Révolution russe ne nous avait légué rien d'autre, ce fait d'arme justifierait à lui seul le fondement de sa commémoration. Une telle déclaration scandalise-t-elle les anarchistes, les conseillistes et les soi-disant «communistes libertaires»? Comment, se demandent-ils, pouvons-nous trouver quoique ce soit de positif provenant de la révolution bolchevique?

Notre réponse comporte deux volets. Premièrement, ils ne saisissent pas bien de quoi il s'agit. Ils mettent l'accent sur la dégénérescence de cette expérience des travailleurs et des travailleuses plutôt que sur la seule victoire des ouvriers sur une section de la classe dirigeante mondiale. Les Bolcheviques, malgré toutes leurs imperfections que le recul historique nous a permis de saisir, étaient à l'époque les meilleurs représentants de la classe ouvrière internationale. En outre, même s'il n'y avait pas eu de révolution prolétarienne réussie en Russie en 1917, l'internationalisme du Parti bolchevique aurait constitué à lui seul une de des plus grandes contributions à notre compréhension actuelle du chemin pour réaliser la libération de la classe ouvrière.

### Les Première et Deuxième Internationales

Les origines de la Troisième Internationale sont complètement à rechercher dans l'histoire des précédentes Internationales. La Première était composée d'une série de groupes hétérogènes qui allaient des mouvements syndicaux anglais jusqu'aux conspirateurs anarchistes, bien que les documents principaux de l'Association internationale des travailleurs (c'était en 1864!) avaient été rédigés par Marx. Avec la Première Internationale, il croyait avoir trouvé l'organisation qui comprenait ce qu'il avait écrit 16 ans plus tôt dans le *Manifeste du Parti communiste* : «... l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouille le prolétaire de tout caractère national... Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas... Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

Malheureusement le conflit avec les bakouninistes (qui avaient fondé une internationale secrète à l'intérieur de l'Internationale) a affaibli la Première Internationale. Même si Marx et Engels ont politiquement défait les bakouninistes, ce fut une victoire à la Pyrrhus, puisque

après 8 années d'existence seulement, l'Internationale disparaissait. Dans son sillage, la classe ouvrière des pays capitalistes avancés a commencé à créer des partis plus profondément enracinés dans leurs territoires nationaux qui se sont ensuite unis pour fonder la Deuxième Internationale en 1889.

Plusieurs choses peuvent être rappelées sur la Deuxième Internationale. Premièrement, ce n'était pas un corps homogène et encore moins un parti international centralisé. Ses congrès étaient principalement des ateliers de discussion où les résolutions votées n'engageaient aucunement les participants. L'Internationale était une vague association de partis nationaux, ce qui a été clairement démontré en 1914. Malgré les résolutions de deux congrès successifs (Stuttgart en 1907 et Bâle en 1912) appelant tous les partis socialistes, au nom de l'internationalisme socialiste, à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour prévenir la guerre impérialiste. Mais si la guerre éclatait malgré tout, ils s'engageaient à prendre des mesures pour perturber les économies de guerre des puissances impérialistes. Or, malgré ses bonnes résolutions, la vaste majorité des partis de la Deuxième Internationale se sont rangés derrière leurs drapeaux nationaux. Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), le plus grand parti au monde (et pas seulement de l'Internationale) a voté les crédits de guerre pour le Kaiser sous le prétexte fallacieux, développé par Kautsky, qu'il serait préférable pour l'humanité que l'Allemagne Impériale défasse la Russie Impériale. Kautsky n'a jamais mentionné que les plans de guerre du Kaiser impliquaient d'abord la destruction de la «République démocratique» française!

La grande majorité des principaux partis de la sociale démocratie ont adopté et soutenu les positions de «leurs propres gouvernements» c'est-à-dire de leur propre bourgeoisie. De ce fait, du jour au lendemain, la Deuxième Internationale disparaissait en tant qu'organisation ouvrière. Le seul grand parti à appuyer les résolutions du Congrès fut le Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie. En compagnie des partis plus petits de Serbie et de Bulgarie, il prit clairement position contre la guerre. Dès novembre 1914, un manifeste fut publié, écrit de la main de Lénine, appelant à «la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile». À cette époque, cette voix solitaire d'opposition apparaissait presque démente puisque la sociale démocratie s'effondrait sous les vagues de chauvinisme qui ont marqué le début de la Première Guerre Mondiale.

Nous savons maintenant que c'était le premier pas de la classe ouvrière vers l'édification d'une nouvelle Internationale entièrement révolutionnaire. Elle sera basée sur le principe marxiste que «les prolétaires n'ont pas de pays», elle sera aussi fondée sur la reconnaissance qu'une nouvelle époque de l'histoire capitaliste voyait le jour. Les marxistes, qui auparavant pouvaient chercher à identifier les forces les plus progressistes dans une guerre quelconque, ne pouvaient plus le faire puisque à l'époque de l'impérialisme tous les belligérants sont objectivement réactionnaires. Le défaitisme révolutionnaire, le travail pour la défaite et le renversement de «nos» gouvernements

<sup>10</sup> Congrès de fondation de l'Internationale communiste  
Plate-forme de l'Internationale communiste, Mars 1919.

respectifs devint alors la tâche internationaliste et prolétarienne de l'heure.

Or, ce manifeste bolchevique ne fut même pas accepté par tous les bolcheviques, sans parler d'autres éléments au sein du mouvement ouvrier. Comme il est normal après une défaite historique aussi traumatisante que celle de l'effondrement de la Deuxième Internationale en 1914, plusieurs positions différentes sont apparues sur la façon dont la classe ouvrière pouvait retrouver son orientation internationaliste. Quelques-uns, comme Trotski, condamnaient clairement la guerre, mais désiraient garder un contact avec la Deuxième Internationale. Le Parti Socialiste Italien (PSI) a connu le luxe de quelques mois de répit, jusqu'à ce que la bourgeoisie italienne soit soudoyée par les Britanniques et les Français pour entrer en guerre en mai 1915 (par la promesse d'obtenir des territoires importants de l'Empire d'Autriche-Hongrie) ce qui donna au parti parlementaire italien l'opportunité de développer la position «*ni soutien ni sabotage*» et plus clairement de conserver plus longtemps les ambiguïtés de la sociale démocratie. C'est le PSI qui a de fait appelé à la conférence de Zimmerwald en 1915 pour tenter de remettre sur pied la Deuxième Internationale, et c'est à cette conférence que fut clairement démontré le fossé entre les éléments révolutionnaires autour de Lénine et les réformistes (devenus des apologistes de l'impérialisme).

## La Gauche de Zimmerwald

Trente-six délégués de «*partis ouvriers et d'organisations prêtes à lutter contre la guerre avec les méthodes de la lutte de classe prolétarienne*» participèrent à la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915. Les deux tiers des délégués appuyaient une position purement pacifiste (prétendant que la guerre n'avait aucune conséquence pour la lutte des classes et que celle-ci pourrait reprendre une fois la paix retrouvée). Lénine reçut le soutien de 6 délégués (en comptant Zinoviev et Radek) tandis que Trotski prenait la tête du reste du groupe qui développait une position entre le défaitisme révolutionnaire et le pacifisme. C'est Trotski qui a écrit le Manifeste de Zimmerwald qui se limitait à une dénonciation générale de la guerre et se contentait d'appeler les travailleurs et les travailleuses à «*combattre pour la paix*». Lénine a condamné ce manifeste en le jugeant insuffisant et a présenté une déclaration de protestation signée par six délégués condamnant la guerre comme «*impérialiste*» et concluant que : «*Notre slogan est la guerre civile, pas la paix civile ...Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations.*»<sup>11</sup>

Ce slogan caractérisait la position de la Gauche de Zimmerwald. Le manifeste qu'elle a publié, appelle à la formation d'une nouvelle Internationale :

«*...une internationale puissante, une internationale qui mettra fin à toutes les guerres et au capitalisme.*»

Même à la seconde conférence qui eut lieu à Kienthal en Suisse (avril 1916), la «Gauche de Zimmerwald» demeura minoritaire. Malgré l'arrivée de délégués d'Allemagne de la Ligue Spartakiste de Rosa Luxembourg, cela ne fut pas

suffisant pour changer l'allure générale puisqu'ils soutinrent la position de la majorité. Comme nous l'avons écrit, il y a quelques années :

«*Ni les centristes, ni de manière moindre les pacifistes, n'ont considéré possible la scission de la Deuxième Internationale. La résolution finale de Kienthal se limite à prévoir — ou à annoncer — la scission qui se produira dans les différents partis de l'Internationale elle-même.*»<sup>12</sup>

Lénine entreprit la tâche d'essayer d'expliquer pourquoi la nouvelle période historique débutant avec la Première Guerre Mondiale imposait de nouvelles tâches à la classe ouvrière et a alors publié son célèbre ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il était également déterminé à fonder une nouvelle Internationale et a appelé à sa formation dans *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution - (Thèses d'Avril)* en 1917, qui ont ouvert la voie aux bolcheviques pour jouer un rôle dirigeant dans la Révolution d'Octobre. Malgré le vibrant plaidoyer de Lénine, les bolcheviques décidèrent de rester à Zimmerwald, remettant ainsi à un futur plus ou moins lointain la création d'une nouvelle Internationale. En mai, ils envoyèrent même une délégation à Stockholm en prévision de la troisième conférence de «Zimmerwald». Lénine écrivit alors à un des délégués, Radek à Stockholm, que : «*Nous devons à tout prix enterrer l'Internationale pourrie de Zimmerwald et créer une véritable Troisième Internationale réunissant seulement l'aile gauche.*»<sup>13</sup>

La Conférence eut lieu en septembre et les délégués bolcheviques ont accepté un projet de manifeste appelant seulement à «*une lutte de masse pour la paix*» afin de «*sauver la Révolution russe*». Pas surprenant que Lénine déclara que «*nous participons à une comédie*».

Paradoxalement, en octobre même la victoire de la classe ouvrière en Russie a dangereusement repoussé à plus tard l'établissement de la nouvelle Internationale. La guerre impérialiste faisait toujours rage et la révolution prolétarienne ne s'était toujours pas étendue aux autres pays d'Europe en guerre rendant ainsi la tenue d'une conférence internationale irréalisable. Ces obstacles à la formation de la nouvelle Internationale devaient s'avérer coûteux à long terme.

## Le Premier Congrès de la Troisième Internationale

La fin de la guerre et le fait que les vieux partis de la Deuxième Internationale se préparaient à sa reconstitution à Berne a pressé les bolcheviques à faire parvenir des invitations pour une conférence en janvier 1919, afin de fonder la nouvelle Internationale. Fidèles à leur perspective internationaliste, l'idée originale était de se rencontrer à Berlin, mais la défaite de la Révolte Spartakiste au cours du même mois signifiait que Moscou devenait le seul endroit pratique pour tenir cette conférence. De plus, de nombreux gouvernements capitalistes purent utiliser le blocus de la Russie pour empêcher des délégués de s'y rendre.

<sup>11</sup> *Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald*, Septembre 1915.

<sup>12</sup> *Vers la Nouvelle Internationale*, Mauro Stefanini, *Bilan & Perspectives* 1, Octobre 2000

<sup>13</sup> *The Bolshevik Revolution*, E.H. Carr, Volume 3, page 564, Septembre 1915.

Pour Lénine, la nouvelle Internationale avait déjà une existence informelle puisque de plus en plus de partis socialistes se divisaient entre les révolutionnaires et ceux qui voulaient s'accommoder du capitalisme.

*«La Troisième Internationale fut fondée dans une situation mondiale... marquée par la croissance de la révolution prolétarienne, qui progresse manifestement partout à grands pas. Cette situation s'est développée par le mouvement soviétique parmi la classe ouvrière, qui a déjà une telle puissance qu'il est devenu réellement international.»<sup>14</sup>*

En effet, 1919 fut un moment d'espoir pour la révolution internationale puisque la révolution avait éclaté en Allemagne (même l'assassinat de Luxembourg et de Liebknecht n'a pu arrêter l'élan révolutionnaire). Quelques mois après la fin du Premier Congrès de l'Internationale Communiste, un nouveau gouvernement soviétique était formé en Bavière, tandis que la Hongrie et la Slovaquie étaient des républiques soviétiques. Au même moment, les centres industriels de l'Angleterre et de l'Italie bouillonnaient et étaient le fer de lance de la résistance de la classe ouvrière qui bouleversait non seulement l'Europe, mais le monde entier.

Les 51 délégués représentant 19 partis rassemblés à Moscou en Mars 1919, ne croyaient pas participer à un simple exercice de propagande, même si seulement neuf parmi eux arrivaient véritablement de l'étranger. Un d'entre eux, Karl Steinhardt d'Autriche, arrivé le deuxième jour a livré un discours enflammé annonçant que le prolétariat d'Autriche se ralliait à la révolution. Son enthousiasme (déplacé puisque le prolétariat autrichien avait déjà été défait lors de son discours) a éclipsé les doutes du délégué allemand Eberlein. Ce dernier avait été mandaté pour s'opposer à la formation immédiate de l'Internationale sur la base du fait qu'elle était prématurée. Déjà assassinée, c'était pourtant la position de Rosa Luxembourg qui craignait qu'une Internationale basée à Moscou ne soit dominée par la situation russe.

Du point de vue historique, il a été prouvé qu'elle avait raison, mais la question peut être posée d'une autre façon. Sans une organisation internationale existante, toute révolution prolétarienne partait déjà d'une position de faiblesse. Lénine luttait pour une Troisième Internationale depuis cinq ans, bien avant l'éruption révolutionnaire. Il avait été ridiculisé pour cette position, mais l'absence d'une telle Internationale avait largement affaibli le prolétariat, lorsque la vague révolutionnaire a éclaté. Nous l'avons déjà écrit, il y a neuf ans :

*«D'une certaine façon, la transformation de la Conférence Internationale de Mars 1919 en 1er Congrès de l'Internationale — suite à cinq années de propagande pour l'Internationale Communiste de la part de Lénine et de la soi-disant "Gauche zimmerwaldienne" et la première révolution prolétarienne victorieuse — constituait un puissant stimulus à la rupture des avant-gardes révolutionnaires des partis sociaux démocrates de la Deuxième Internationale. D'une autre façon, cette précipitation jouait plus sur l'émotion des événements et*

*sur la capacité d'attraction de l'exemple bolchevik, même contre les maximalistes en paroles dans les partis socialistes, que sur une réelle maturation de l'avant-garde révolutionnaire sur le plan méthodologique, théorique et politique, laquelle - et les événements à venir le démontreront — sera longue à aboutir.*

*La rapide succession des événements — révoltes, grèves générales, tentatives révolutionnaires — entre 1919 et 1921 — ne suffira pas à réaliser dans les autres pays ce que le parti bolchevik avait accompli avant 1914: se démarquer nettement sur le plan de la méthode, des principes et de la plateforme de la Deuxième Internationale et de ses partis, en construisant une organisation autonome capable d'établir une direction politique révolutionnaire des masses prolétariennes.»*

Tous les problèmes qui ont tourmenté l'Internationale proviennent de cette situation, que même les bolcheviks ne voulaient pas. Plusieurs des partis qui tendaient vers l'adhésion à l'Internationale étaient loin d'être révolutionnaires ou même communistes. Entre les deux premiers congrès de l'Internationale le Parti socialiste du Mexique, par exemple, a changé son nom pour celui de communiste, mais il était largement composé d'anarcho-syndicalistes. Avec des forces aussi hétérogènes, les questions tactiques avaient naturellement tendance à dominer.

L'illusion que des partis de masse étaient nécessaires était encore présente et pour obtenir un nombre de membres semblable aux sociaux-démocrates les manœuvres tactiques ont pris le pas sur les principes révolutionnaires (le front uni avec la sociale démocratie en 1922 en fut la preuve la plus évidente). De plus, l'inévitable domination des camarades russes sur le Comité exécutif qui siégeait à Moscou, a rapidement conduit au processus de «bolchevisation» de l'Internationale.

À mesure que la Révolution russe déclinait, les Russes (Lénine inclus) tendaient à voir la Révolution bolchevik comme une recette qu'il fallait répéter. Les révolutionnaires qui se sont opposés après le Deuxième Congrès de l'Internationale à sa dégénérescence, comme la Gauche italienne, ont d'abord été disciplinés puis enfin exclus de l'Internationale pour être remplacés par des apparatchiks loyaux comme Gramsci d'abord, puis par la suite comme Togliatti.

Le Premier Congrès de la Troisième Internationale demeure un profond et important symbole de rupture avec la sociale démocratie mais ce fut également un exemple de rupture trop faible et trop tard.

Avant la prochaine grande explosion prolétarienne, un parti international centralisé non lié à une situation géographique particulière et construit à partir de l'initiative la plus importante possible de la classe ouvrière sera nécessaire pour passer d'une simple éruption révolutionnaire réussie (là où elle apparaîtra) à une révolution mondiale en vue de l'émancipation de l'humanité. Notre organisation, a pour objectif principal de contribuer à cette tâche.

<sup>14</sup> *La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire*, V.I. Lénine, Éd. du Progrès 1978, p. 8.

## **Une page de la lutte ouvrière La grève générale de Seattle de 1919**

Il y a 90 ans déjà qu'a eu lieu la grève générale de Seattle au mois de février 1919. L'année 1919 avait connu le plus grand nombre de grèves de l'histoire à l'exception de 1946. Cette grève est partie prenante de la vague révolutionnaire mondiale qui suivit la Première Guerre mondiale. Alors que, durant la guerre, les ouvriers des chantiers maritimes de Seattle subirent un gel des salaires, leurs syndicats et leurs partis «représentatifs» ne firent rien pour cause d'Union sacrée. Le modèle suivi par l'American Federation of Labor à cette époque, tout comme le Congress of Industrial Organisations dans les années 30, fut d'imposer la discipline du travail avec l'engagement à ne pas recourir à la grève durant la guerre impérialiste, en échange notamment de leur reconnaissance en tant que représentants des travailleurs et des travailleuses. Ainsi, l'attitude des syndicats a participé ainsi à la boucherie guerrière et impérialiste. Le nationalisme de temps de guerre a étouffé les grèves, exception de l'activité des Industrial Workers of the World (IWW).

Quelques jours avant le déclenchement de la grève, environ 2000 personnes défilent dans les rues de Seattle en appui à la Révolution russe. Même si cette marche n'est pas représentative des sentiments de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, il existe une solidarité réelle avec la Révolution russe et contre l'action des armées blanches au point que les dockers refusent de charger les armes sur les navires à destination de la Russie. La vague révolutionnaire d'après-guerre qui s'est manifestée par les grèves dans l'Ouest des États-Unis a comme contrepartie la grève générale de Winnipeg au Canada.

La décision de faire grève est prise lorsque les directions syndicales sont absentes de la ville, en réunion à Chicago. L'attitude des dirigeants syndicaux fut la crainte, selon Anna Louise Strong, qui le rapporte : *«Ils furent terrifiés lorsqu'ils apprirent qu'une grève générale avait été votée...»*. Leur attitude peut se résumer à : *«Ça peut très bien nous écraser – nous et peut-être même toute l'organisation de notre mouvement.»*<sup>15</sup> Les ouvriers des chantiers navals ainsi que les dockers déclenchent la grève. Les 35 000 travailleurs et travailleuses concernés lancent ensuite un appel à la solidarité par le biais du Conseil du Travail de Seattle. En moins de deux semaines, 110 syndicats locaux, y inclus quelques syndicats affiliés aux IWW, répondent à cet appel en votant des grèves de soutien et le nombre de grévistes atteint 100 000 personnes. Les travailleurs des chantiers maritimes de Tacoma dans l'État de Washington répondent aussi à l'appel et déclenchent la grève. Mais la grève échoue parce qu'elle ne peut également s'étendre à la ville de Portland, où les travailleurs et les travailleuses refusent de soutenir leurs

camarades prolétaires et décident de ne pas déclencher la grève, isolant ainsi davantage les grévistes de Seattle.

Le 11 février 1919 à midi, le Comité de grève met fin au conflit sous la pression des directions syndicales nationales, suite aux menaces des soldats de la Garde Nationale et les pressions des classes moyennes. Malgré toutes les faiblesses de la grève, elle représente un exemple de ce que les travailleurs et les travailleuses sont capables d'accomplir. La réaction qu'elle déclencha auprès d'une bourgeoisie hystérique dans la période qui suivit témoigne de son impact. Son potentiel avait été bien jaugé par la classe dominante, indépendamment du niveau de conscience des travailleurs et des travailleuses qui l'avaient menée. Le jour où la classe ouvrière reprendra le chemin de la lutte, la grève de Seattle lui servira ici comme ailleurs de rappel historique de ses capacités dans les luttes. Mais plus important encore, elle démontre qu'elle sera capable de beaucoup plus encore.

**AS**

---

<sup>15</sup> *The Seattle General Strike: An account of what happened in Seattle and especially in the Seattle labor movement during the General Strike, February 6 to 11, 1919.* Publié par le History of the General Strike Committee, mars 1919. Réédité comme pamphlet no.5 par *Root & Branch*, p. 18. [http://zinelibrary.info/files/SeattleGeneralStrike\\_v2009.pdf](http://zinelibrary.info/files/SeattleGeneralStrike_v2009.pdf)



## Onorato Damen, 4 décembre 1893 – 14 octobre 1979



**Onorato Damen**

(4 Dec. 1893 — 14 Oct. 1979)

Onorato Damen était une des figures les plus représentatives et prestigieuses de la Gauche Communiste Internationale. Déjà très jeune il a lutté contre le révisionnisme du PSI et l'opportunisme de Turati, Trèves et Modigliani. Durant la Première Guerre mondiale il a été envoyé sur le front, et pour ses actions et paroles il s'est retrouvé en prison pendant 2 ans pour « *insultes publiques contre les institutions, incitation à la désertion et dénonciation de la nature impérialiste de la guerre* ». Ensuite, pour ses actions en faveur des travailleurs, il est à nouveau arrêté en 1921. Défenseur de la Gauche communiste, Damen fut membre de la fraction abstentionniste du Parti socialiste italien, puis au comité central des syndicats et du Parti communiste d'Italie après le congrès de Livourne (1921).

Pendant la réaction fasciste, il fut « kidnappé » par ces derniers parce qu'il refusa de renoncer à ses idées « bolcheviques ».

Acquitté suite à une accusation de meurtre, il fut emprisonné pendant 3 ans à Florence.

Le Parti communiste le transfère illégalement en France pour le Bureau Politique et organiser les camarades émigrants. Il est directeur du mensuel L'Humanité en italien. Il retourne illégalement en Italie en 1924 où il est élu député dans le district de Florence. Pendant ce temps, la rupture entre le groupe dirigé par Gramsci et la gauche bordiguiste se prépare. Damen critique la direction dégénérescente ainsi que l'attitude passive de Bordiga.

En 1925, Damen soutient –avec Repossi et Fortichiari – la création du Comité d'Entente en défense du travail de la Gauche et les fondements politiques sur lesquels le Parti fut

formé en 1921. En 1926, il est confiné à Ustica, puis arrêté et renvoyé en prison à Florence, puis encore plusieurs autres fois et encore en 1937, concernant les événements d'Espagne. Il est suspecté de faire de la « *propagande de la gauche internationale contre la politique du Komintern et contre le stalinisme en Espagne* » (source de la police fasciste). Il est à nouveau arrêté au début de la Deuxième Guerre mondiale et envoyé en exil, il est relâché après la chute de Mussolini en juillet 1943.

Indépendamment de tout cela, Damen **participe** à la naissance du Parti Communiste Internationaliste, la seule réponse de classe à la guerre impérialiste par le rejet de la « *défense* » d'un pouvoir impérialiste contre un autre. Les quelques internationalistes hors des prisons sont sur place quand en 1943, le prolétariat du nord de l'Italie se leva, distribuant des tracts illégaux et la première série de **Prometeo**, journal du Parti Communiste Internationaliste.

En 1945, Togliatti et le PCI proposent au Comité National de la Libération Nationale une sentence de mort pour les dirigeants de notre parti, dont Onorato Damen, traités « *d'agents de la Gestapo* », (c'est alors que nos camarades Fausto Atti et Mario Acquaviva sont assassinés par les hommes de mains du Parti communiste d'Italie).

**Ensuite** Damen contribue à l'organisation du Parti Communiste Internationaliste et au difficile combat pour reconstruire l'organisation politique nécessaire aux batailles révolutionnaires du prolétariat.

La crise actuelle donne au marxisme de nouvelles forces et une vigueur théorique. Elle confirme une nouvelle foi que le prolétariat mondial peut seul achever le « progrès » et la « libération » dans la phase de la domination impérialiste grâce à la révolution socialiste. Le travail et l'enseignement de Damen nous a permis à nous tous de résister, de défendre et de renforcer les fondements organisationnels et politiques d'un futur parti international, capable de faire émerger la théorie et la pratique dans l'action politique concrète et décisive.

« *Le problème fondamental et le plus difficile à résoudre pour une minorité révolutionnaire, est celui de son intervention, et de travailler sur la base d'une plateforme politique pendant toute une période historique, celle du capitalisme quelle que soient les conditions objectives, incluant celles de la guerre et de la contre-révolution ainsi que d'aider au développement de la conscience de ses intérêts immédiats, vers la conscience de son essence comme une classe historique et antagonique au capitalisme.* » Onorato Damen.

(traduit de **Battaglia Comunista** numéro 10 ; octobre 2009)

## **Le Bureau International pour le Parti révolutionnaire devient la Tendance Communiste Internationaliste.**

Lorsque le Bureau a été fondée en 1983-84 nous avons posé des lignes directrices claires auxquelles nous avons adhéré jusqu'à ce jour.

1. Nous ne sommes pas le parti, ni même sa préfiguration, mais une organisation à laquelle ceux et celles qui souhaitent faire partie de la lutte pour un futur parti international et centralisé de la classe ouvrière puissent adhérer, pour combattre, discuter et travailler ensemble vers cet objectif. Nous nous attendions à ce que des mouvements plus larges de la classe ouvrière suscitent la création de nouvelles organisations de classe avec de nouvelles contributions et questions même si celles-ci auraient inévitablement entraîné beaucoup de confusions et de défis. C'était une de nos tâches principales d'apporter aux travailleurs et aux travailleuses l'expérience des précédents combats qui a été acquise par la gauche communiste internationaliste pour toutes les nouvelles générations de travailleurs et de travailleuses prêtes à reprendre la voie de la lutte des classes.
2. Nous ne voulions pas créer une organisation de boîtes aux lettres ou de hangars qui n'aurait fait que reprendre l'orthodoxie de l'organisation dominante et la plus expérimentée. Nous avons reconnu que ce n'est qu'en ayant une réelle expérience dans chaque région/État où ils intervenaient que les noyaux actuels pourraient se transformer en véritables organisations communistes qui seraient en mesure de développer leur expérience afin d'enrichir les pratiques du futur parti.
3. Notre orientation a toujours été en direction de la classe ouvrière dans son ensemble plutôt que vers les groupes politiques existants, aussi proches fussent-ils. Même si nous avons eu de temps en temps des échanges polémiques avec d'autres groupes, notre objectif n'était pas simplement de réunir des groupes d'intellectuels, mais de construire des organisations réelles qui visaient à trouver des moyens de se lier avec les luttes des travailleurs et des travailleuses sur le terrain afin de maintenir une continuité de la conscience de la lutte pour les prochains combats. C'est pourquoi nous continuons à préconiser la nécessité d'organes de parti organisés dans la classe, tels les groupes d'usines ou les groupes sur les lieux de travail et les groupes territoriaux qui regroupent des militants et des militantes dans le même quartier.

Tout au long du quart de siècle de notre existence nous n'avons pas dérogé à ces principes de base. Les groupes en France, au Canada, aux USA, et en Allemagne qui sont entrés au Bureau, l'ont effectué dans ce cadre. Nous avons demandé aux nouveaux groupes qui se sont affiliés de produire un document de base définissant l'organisation, d'éditer une publication régulière, d'avoir une orientation marquée vers la classe ouvrière et une pratique continue

reflétant cette réalité. C'est pourquoi nous avons dû refuser l'entrée du RKP, anciennement GIK (Autriche) au Bureau en 2005.

Dans le texte "*25 ans du Bureau - Bilan et perspectives*" (voir *Bilan et Perspectives* n°9 janvier 2009 ou au <http://www.ibrp.org/en/articles/2008-09-01/25-years-of-the-Bureau-bilan-et-perspectives>), nous avons analysé les raisons pour lesquelles nous n'avons pas eu plus de succès. La première et la plus importante d'entre elles provient du fait que les minorités révolutionnaires reflètent l'état réel de la conscience de classe à un moment donné. Nous ne nous situons pas en dehors de la classe ouvrière ou du mouvement réel de l'histoire. Au moment même de la fondation du Bureau, les grandes luttes de la classe (grèves en Pologne, grèves des dockers espagnols et des mineurs britanniques) sont restées isolées dans leurs propres pays et c'est pourquoi elles ont été défaites ou étaient sur la voie de l'être. Ces défaites ont ouvert la voie à la restructuration capitaliste et ont fait reculer la résistance des travailleurs et des travailleuses pour une génération. Même aujourd'hui, au cœur de la plus grande crise mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, la classe ouvrière ne résiste que lorsqu'elle est directement attaquée et le fait que les travailleurs et les travailleuses acceptent des réductions de salaires, des hausses de cadences et des licenciements dans les pays les plus importants du capitalisme a apporté, jusqu'à présent, un grand soulagement à la classe capitaliste. Fondamentalement, l'injection énorme d'argent par les États (argent qui devra être payé par l'exploitation des travailleurs à l'avenir) et les mystifications habituelles de la machine de propagande (avec comme une des principales illusions Obama, devenu « Messie mondial ») ont empêché à la fois un effondrement total et, en conséquence, un rejet massif du système. Cependant, les mesures prises jusqu'ici ont seulement retardé, une fois de plus, le jour du jugement pour la crise qui éclata une première fois en 1971 et qui n'a toujours pas été encore résolue après près de quarante ans. Ces phénomènes sont sans précédent dans l'histoire, mais le Bureau n'a jamais dévié de son analyse fondée sur la loi de la valeur. Nous avons donc toujours reconnu que quelques soient les politiques particulières poursuivies par le capitalisme menant à la bulle spéculative des quinze dernières années environ, elles ne sont que les plus récentes conséquences de l'échec du capitalisme pour rétablir le niveau de rentabilité suffisant permettant de redémarrer un nouveau cycle d'accumulation. Nous avons donc prévu la crise financière, même si elle a pris plus de temps à venir que ce que nous nous attendions. C'est bien, mais avoir raison n'est pas suffisant. Il est clair qu'il y a des choses qui sont en dehors de notre contrôle comme nos premiers camarades du Comité d'Entente l'avaient déjà déclaré en 1926 : *En effet, c'est une erreur de penser que, dans chaque situation des expédients et des manœuvres tactiques peuvent élargir la base du parti puisque les relations entre le parti et les masses dépendent de la situation objective.*

Nous pouvons cependant agir à partir de quelques-unes des analyses que nous avons produites et améliorer le fonctionnement de notre propre organisation. Ce fut la tâche principale que cette réunion plénière du Bureau, avec des délégués de toutes nos organisations affiliées s'est fixée.

Nous attendons de la crise, non seulement qu'elle se poursuive, mais encore s'approfondisse (sous une forme ou une autre). Nous croyons qu'on voudra faire payer à la classe ouvrière mondiale toutes les politiques menant à une prétendue reprise. Nous prévoyons également que l'acceptation actuelle de l'austérité par la classe ouvrière fera place à une résistance et à une colère croissantes. Nous anticipons de plus que les rivalités inter-impérialistes vont s'aiguiser et que beaucoup d'êtres humains seront les victimes innocentes de guerres nouvelles et plus intenses. Dans ces circonstances, les révolutionnaires doivent être organisés et préparés le mieux possible et c'est pourquoi le Bureau a décidé d'accentuer les mesures prises après la réunion de Parme de mai 2008 (voir «*Un nouveau développement pour le Bureau international*», dans *Revolutionary Perspectives* 47 ou au <http://www.ibrp.org/fr/articles/2008-12-01/apr%C3%A8s-25-ann%C3%A9es-du-bureau-bilan-et-perspectives>). Lors de la réunion de Parme, nous avons décidé de faire un pas dans la centralisation de notre activité. Ce n'était pas une rupture avec nos positions antérieures. Nos documents fondateurs prévoyaient depuis le début qu'une expansion du Bureau nécessiterait naturellement une plus grande centralisation de ses activités. Nous avons franchi la première étape dans cette direction à la réunion de Parme en 2008, comme le document cité ci-dessus l'indique.

*Le Bureau a été conçu pour faire face à un problème qui était que nous voulions participer au processus de formation d'un parti politique de la classe ouvrière centralisée mondialement, mais nous ne voulions pas, par notre existence même, fermer prématurément ce processus. Nous avons donc jusqu'à présent hésité à créer un quelconque organe central et nous étions restés plutôt sur un lien commun de confiance et de discussion. Cela existe encore ; il s'est encore renforcé au cours des trois dernières années du fait que nous avons fait l'effort pour combler le vide laissé par la mort prématurée de notre camarade Mauro. Toutefois un tel procédé est un peu maladroit lorsqu'il s'agit de situations d'urgence immédiate pour lesquelles la centralisation est nécessaire, ou pour traiter des demandes de renseignements d'individus et de groupes sur notre travail. À la lumière de cette réunion, il a été convenu de créer ce que l'on a appelé une sorte de «secrétariat». La réunion en a rejeté le nom (en partie à cause de précédents malheureux et en partie parce que cela ne correspond pas à notre objectif) pour plutôt mettre en place un comité de liaison entre les diverses organisations affiliées. Son but sera de répondre rapidement aux questions internationales au nom du Bureau. Il aura la responsabilité de la correspondance et des discussions avec d'autres groupes, en organisant des délégations dans des endroits où nous avons été invités, de coordonner la préparation des déclarations internationales, ainsi que de préparer et d'organiser des conférences internationales.*

Le comité de liaison a bien fonctionné mais n'était pas pleinement représentatif de toute l'organisation et sa

relation avec les membres individuels restait à préciser. La réunion a donc commencé par discuter les travaux de ce comité et a fini par reconnaître la nécessité d'un changement institutionnel au sein du Bureau pour relever le défi de la période à venir. Après avoir entendu des rapports sur le travail (très encourageants) des diverses sections affiliées du BIPR, les décisions suivantes ont été prises.

## Résumé des décisions prises

1. Le cadre de base et l'approche définie dans nos documents d'origine reste inchangé. Nous devons toutefois reconnaître que le Bureau est allé au-delà de sa composition originale et que, puisque c'est le cas, comme nos documents initiaux le prévoyaient, nous devons évoluer progressivement vers une activité plus centralisée à mesure que le Bureau s'élargit. C'est pourquoi nous avons décidé que le Bureau doit devenir l'organe centralisé de coordination de notre organisation internationale. Il sera le lien non seulement avec les organisations affiliées dans chaque pays, mais avec des individus de différents pays. Il conduira toutes les affaires relatives au fonctionnement de l'organisation dans son ensemble (comme les relations avec d'autres groupes, la correspondance, les déclarations internationales, etc.) Afin de donner une plus claire expression de notre existence en tant qu'organisation internationale unie, nous avons décidé de changer le nom de l'organisation en Tendance Communiste Internationaliste (TCI) (et nous y attacherons le sous-titre "*pour le parti révolutionnaire*" sur le site). Cela ne reflète pas de modifications dans les relations entre nos groupes et cela ne signifie pas que ceux-ci abandonnent leurs responsabilités quant à l'approfondissement de leur présence au sein de la classe ouvrière dans les zones géographiques où ils sont présents. Tous les groupes conservent leurs méthodes distinctes de fonctionnement en fonction des conditions où ils travaillent et ils conserveront leurs noms. Ainsi, par exemple, la CWO garde son nom, mais avec la précision "affilié britannique de la TCI". Les individus dans les pays sont directement membres de la TCI et sont sous la responsabilité du Bureau international.
2. Le Comité de liaison devient le Bureau international.
3. Le Bureau sera composé d'un représentant pour chaque pays où nous sommes vraiment présents, ce qui signifie actuellement l'Italie, le Canada, le Royaume-Uni et l'Allemagne.
4. Le nouveau BI s'est immédiatement donné un certain nombre de tâches. Il doit d'abord prévoir un projet de statuts communs pour tous les membres à la fois dans les organisations affiliées et pour les individus. Ces statuts seront fondés sur les principes du centralisme démocratique.
5. Il doit aussi éditer un bulletin interne et un bulletin d'information.
6. Nous avons convenu que les camarades responsables du site Internet chercheraient à trouver la meilleure façon pour améliorer son aspect multilingue et son efficacité internationale. Il a été reconnu que cela dépendrait aussi de l'assistance et de l'aide active de toutes les sections de la TCI.
7. Le BI a en outre été chargé de rédiger ou de déléguer à des camarades la rédaction d'un certain nombre de documents de base que nous avons estimé devoir communiquer à la classe en ce nouveau siècle.

8. Nous avons eu une longue discussion sur ce qu'on appelle le «milieu» ou le camp politique prolétarien et le sens général de la réunion était que nous n'avions pas besoin d'amender les conclusions plutôt déprimantes que nous avons faites sur ce camp dans nos documents "*Vers une Nouvelle Internationale*" et "*La nouvelle internationale sera le parti international*". De plus, nous sommes arrivés à la conclusion que nous pouvons être fiers du fait que les documents du VIe congrès du PCInt, ***Battaglia Comunista***, restent valables quelques 12 ans après qu'ils aient été rédigés. Nous avons déjà fait la preuve de notre préparation théorique et la dernière phase de la crise n'a pas encore donné naissance à de nouveaux groupes de la classe ouvrière, ce qui aurait pu changer nos perspectives. Il a donc été convenu qu'il serait prématuré de tenir une conférence internationale dans un avenir prévisible. Au lieu de cela, notre priorité doit continuer à être le travail en direction de la classe ouvrière dans son ensemble, car c'est seulement en travaillant dans cette direction que nous apprendrons à mieux contribuer au futur parti du prolétariat.
9. A la lecture de la dernière publication de la GPR autrichienne (anciennement le GIK), il a été reconnu qu'elle n'est pas différente des publications antérieures déclarant que toutes les différentes traditions de la gauche communiste sont toutes aussi valables (en publiant des textes bordiguistes, des textes du CCI ainsi que les nôtres). Nous avons donc décidé d'émettre une démarcation politique claire par rapport au groupe autrichien, car il y a de plus en plus d'indications que leur prétention d'être partie-prenante du Bureau (une prétention que nous avons déjà rejetée il y a quatre ans) provoque la confusion dans la zone géographique de langue allemande.
10. Il a été convenu que nous devons annoncer notre nouvelle identité par un communiqué et que ce texte sera rédigé par le nouveau Bureau international, dont c'est la première tâche.

**Le Bureau international de la TCI**

## ***La chute du taux moyen de profit, la crise et ses conséquences***

Les rapports de production capitalistes sont basés sur la loi fondamentale : la création de plus-value pour la réalisation du profit. Le rapport inégal entre capital et travail ne se limite pas seulement à fournir un profit, mais le maximum de profit possible. Dans ce rapport, le profit maximum n'est possible que grâce à la reproduction élargie sur la base de l'augmentation de l'exploitation de la force de travail, l'augmentation du taux de plus-value. Il s'ensuit que le processus d'accumulation, la concentration des moyens de production et la centralisation du capital financier en sont les conséquences naturelles.

Dans la phase initiale de développement du capitalisme, le but est atteint en étendant jusqu'aux limites des possibilités humaines, la journée de travail. La plus-value absolue fut, essentiellement, la base de la maximalisation du profit. La journée de travail a ainsi atteint plus de 16 heures en Angleterre et dans les principaux pays industrialisés. Dans ce cas, d'ailleurs, le type d'accumulation déterminée ne pouvait pas modifier de manière significative la composition organique du capital, permettant non seulement l'augmentation de la masse des profits, mais encore le taux de profit. Mais les limites de temps de la journée de travail - même dans l'hypothèse extrême - ne peuvent pas aller au delà de 24 heures - et une forte lutte de classe pour la réduction du temps de travail a imposé aux capitalistes, animés par l'optimisation du profit, la réduction du temps de travail nécessaire en utilisant de plus en plus massivement la plus-value relative. Cela a permis ensuite au capital d'accroître la productivité sociale du travail, le taux d'exploitation et d'augmenter la masse des profits, mais de remplacer dans le même temps la force de travail par des machines technologiquement plus avancées en élevant la composition organique mais en créant ainsi les conditions de la chute du taux de profit. L'augmentation de

la productivité sociale du travail et la création de plus-value relative ont créé en conséquence d'énormes contradictions au capitalisme par la chute tendancielle du taux moyen de profit. L'augmentation du capital mort par rapport au capital vivant ou, en d'autres termes, du capital constant par rapport au capital variable c'est-à-dire l'énorme augmentation de capital en machines et matières premières par rapport à l'augmentation et/ou la diminution des travailleurs dans la production, a abouti à ce que l'accroissement de l'extraction de plus-value, en amplifiant la masse des profits, diminue le taux de profit. Si le taux de profit est le rapport entre la plus-value réalisée et la masse du capital total engagée pour l'obtenir, plus on réduit le nombre de travailleurs par rapport au capital constant, plus on réduit les bases sur lesquelles on extrait la plus-value. Plus précisément, dans le processus d'accumulation, la masse de capital total investie par unité de travailleur productif augmente tandis qu'augmente la plus-value produite par chaque travailleur. La masse des profits augmente, mais le taux de profit diminue sur la base de l'augmentation du rapport organique du capital. Comme il est bien connu, la formule  $pv/C$  représente le taux de profit - où  $pv$  exprime la quantité de plus-value extraite, qui est calculée en multipliant la plus-value obtenue par la production d'un travailleur en particulier et  $C$  est le capital total, c'est à dire la somme du capital constant et variable - il s'ensuit que, en augmentant le deuxième terme par rapport au premier, à savoir réduire le nombre de travailleurs en fonction de l'augmentation de capital utilisé, on crée les conditions de la chute du taux. En termes mathématiques, si le numérateur diminue par rapport au dénominateur, ou si la valeur du numérateur croît moins que celle du dénominateur, le résultat obtenu est plus bas. La relation entre  $pv$  et  $C$  est le résultat du rapport organique du capital, provoquant la chute du taux de profit. Le rapport organique du capital est calculé en

reliant le capital constant avec le capital variable et en exprimant, en pourcentage du capital total, le résultat de leur rapport réciproque. Par exemple, si la relation quantitative entre le capital constant et variable est de 80/20, nous obtiendrons un rapport organique qui serait de 4%. Si on augmente le premier chiffre : le capital constant, et si on diminue le second : le capital variable, soit 90/10, nous obtenons un rapport organique du capital de 9%. Plus le rapport organique du capital augmente, plus la loi de la chute du taux de profit moyen, s'exprime. Le capitalisme ne peut pas sortir de cette loi, immanente aux rapports de production, sinon pendant un temps et pour de courtes périodes. Son parcours est marqué par la spécificité de ses contradictions fondamentales, ce chemin le conduit au déclin en tant que mode de production. Il met en évidence une série de conséquences économiques et sociales dévastatrices.

Plus le taux de profit baisse, et plus les mécanismes de valorisation du capital, trouvent des difficultés pour s'exprimer. Plus le processus de valorisation ralentit et plus le taux d'accroissement de la richesse sociale produite diminue proportionnellement en dépit de l'extraordinaire augmentation de la productivité et de l'exploitation de la force de travail. Avant tout c'est, généralement, l'augmentation de la productivité sociale du travail et l'accroissement de la plus-value relative qui sont à la base de la loi. Comme le dit Marx dans le troisième volume du *Capital* au début du treizième chapitre :

*«La tendance progressive à la baisse du taux général de profit est donc juste une expression propre au mode de production capitaliste du fait du développement progressif de la productivité sociale du travail. Cela ne signifie pas que le taux de profit ne peut pas momentanément diminuer pour d'autres raisons, mais signifie, en conséquence, que de la nature même de la production capitaliste, et comme nécessité historique de son développement, le taux général moyen de plus-value doit s'exprimer par une diminution du taux général de profit.»*

Le taux de croissance du produit mondial brut en témoigne en diminuant graduellement et en entraînant l'économie dans un rapport organique plus élevé du capital. Au cours de la décennie 1970/80, la capacité de production internationale s'exprimait dans des taux d'augmentation de 5,51%. Dans la décennie suivante en 1980/90, elle est tombée à 2,27%. Dans les années 1990/2000, nous arrivons faiblement à 1,09%. Puis la crise des subprimes a fait le reste, imposant la récession internationale où le PIB mondial a amplement fini sous la croissance zéro. Si l'on considère, pour les mêmes périodes, la baisse de la production mondiale par habitant, les choses sont encore pires. À 3,76% durant les années 1970/80, répondent le 0,69% au cours des années 1980/90 qui se terminent par un moins 0,19 durant les années 1990/2000. La baisse de l'augmentation du produit brut mondial n'est pas due au fait que les besoins aient été parfaitement satisfaits et que la demande de biens et de services aient été individuellement remplie, mais aux difficultés de valorisation des capitaux qui se sont moins investis dans la production réelle et ont été découragés par la baisse des marges de profit pour se tourner vers les sirènes de la spéculation. Au cours de la même période, avec toutefois des différences entre régions et zones, les capacités de production des entreprises n'ont jamais dépassé les 76% et la spéculation a de plus en plus

attiré les capitaux à la place de l'investissement productif. Les deux phénomènes sont liés et sont soulignés par le fait que, lorsque le processus de maximalisation des profits est difficile, le capital est orientée vers la recherche d'extra et de surprofits ainsi que de plus-value qui n'ajoute rien à la quantité de marchandises et de services produits, mais qui sont une aubaine pour le grand capital en termes de transfert de plus-value produite ailleurs. De même cela favorise l'émergence des grands monopoles dans le domaine de la production réelle là où les prix monopolistiques sont utilisés pour compenser la perte entraînée par la chute du taux de profit. De grands holdings financiers se développent aussi. Ils se livrent à la spéculation, jusqu'à ce que la bulle éclate annihilant les profits et les gains financiers.

D'abord les choses ont commencé avec Enron, Cirio et Parmalat, puis, il y eut l'explosion de la crise financière liée aux prêts hypothécaires subprimes. Alors le capitalisme tout entier est entré dans la plus profonde et la plus dévastatrice des crises depuis celle des années trente. Il convient d'ajouter que l'explosion de la bulle financière a déjà trouvé une économie réelle grandement en crise. Elle fut la cause et le moteur de tout ce qui est survenu. Un cas exemplaire a été fourni par General Electric et GM. Les deux plus grandes sociétés du monde qui en quarante ans sont passées d'un taux de profit de 20% à 5% et parmi ces 5%, ces dernières années, 40% sont le fruit d'activités spéculatives. Elles ont dû recourir à la financiarisation de leurs activités économiques pour essayer de faire face à leur crise de rentabilité. Au niveau macro-économique, le phénomène a été le même. La financiarisation s'est développée (en parallèle et en sus de la crise des profits) même au cours des étapes de reprise partielle. Entre 1950 et 1980, seulement 15% du capital total était alloué à des activités spéculatives, entre 1980 et 2003, la part du capital spéculatif a été augmentée à 25% mais pas au-delà ce qui indique trois choses : la première montre que l'utilisation de la financiarisation de la crise de la part de l'économie réelle est une nécessité imposée par la difficulté croissante de la valorisation du capital. En d'autres termes, les capitalistes essaient de surmonter le manque de profits provenant de la production par des extra-profits et des surplus ce que ne permet pas le taux et qui peut être, en partie, réinvesti de manière productive. La seconde montre qu'il n'est pas possible d'aller au-delà d'une certaine limite. La création de valeur et donc la part relative de profit est atteinte dans la production par la plus-value. L'utilisation de la bourse et de la spéculation ne sont rien d'autre qu'un mécanisme de transfert de plus-value déjà créée. La troisième qui représente la synthèse des deux premières, entraîne la financiarisation de la crise dans la spéculation. La création de capital fictif et le parasitisme ont une limite objective qui ne peut être vaincue que par la destruction de ce même capital fictif qu'elle a, elle-même, contribué à générer. Ces derniers temps, de la fin des années 90 à aujourd'hui, les crises boursières se sont succédé à un rythme extraordinaire. Après l'éclatement de la bulle, en Russie et sur les marchés asiatiques, y compris la bourse américaine, la plus grande destruction de capital fictif dans l'histoire du capitalisme a eu lieu, dépassant même la crise de 1929. Entre janvier 2000 et octobre 2002, le Dow Jones a plongé de 11722 à 7286 perdant 38% de sa capitalisation en actions. Pire encore a été le Nasdaq secteur boursier où sont évaluées les actions des entreprises technologiques. Il a

chuté de 80%. Si l'on prend en considération la même période de temps et si on additionne les conséquences entre les deux explosions des marchés boursiers de mars 2000 au troisième trimestre 2002, la perte nette de valeur a été de 8400 milliards de dollars. La crise actuelle a fait le reste en mettant sur le trottoir les plus grandes banques américaines de crédit n'entraînant pas seulement l'intervention de l'État mais aussi l'échec de l'ensemble du système bancaire et de l'économie réelle. En définitive, ces bulles spéculatives sont créées par la financiarisation et la crise à la recherche de l'augmentation des revenus financiers et d'extra profits auxquels le capital recourt de plus en plus souvent dans sa tentative pour reconquérir le taux de profit continuellement en déclin et résoudre sa crise économique. Sa fin inévitable crée la même situation critique à nouveau mais à un niveau supérieur et plus critique. Il ne peut jamais rompre le cercle vicieux typique du capitalisme dans toutes ses périodes de vie, mais dévastateur dans sa phase de déclin. L'exemple actuel est le plus manifeste, il a entraîné, comme jamais auparavant, dans la crise le monde financier et économique, faisant non seulement pâlir les crises du début des années 2000, mais encore la crise des années trente.

Un faible taux de profit non seulement ralentit le processus de valorisation, mais dans le même temps, rend difficile la création de nouveaux capitaux. Un capital possédant un rapport organique élevé et un faible taux de profit, est contraint d'accumuler plus rapidement. L'augmentation rapide de l'accumulation est appropriée pour la réalisation d'une masse croissante de profits, mais dans le même temps, diminue le taux de profit et son taux de valorisation. C'est avec la même dynamique dans les périodes d'aggravation de la crise que se manifeste, avec plus d'intensité, une surproduction de capital et que, ne trouvant pas une marge de profits suffisante dans la production, ce dernier cherche d'autres voies de sortie dans la concentration économique, la centralisation financière et la spéculation. De même, comme le disait Marx à propos du développement des contradictions inhérentes à la loi, au début du chapitre du XVe :

*« D'autre part, parce que le taux de valorisation du capital total et le taux de profit sont les moyens pour inciter la production capitaliste (comme la valorisation du capital en constitue le seul objet), sa chute ralentit la formation de nouveaux capitaux indépendants et apparaît comme une menace pour le développement du processus capitaliste de production, il encourage en fait la surproduction, la spéculation, les crises et l'excès de capital simultanément à un excès de population. »*

Le rôle toujours plus central assumé par le capital financier, la bourse, les banques, les fonds d'investissement et les holdings en est le témoin. Jamais, comme dans cette phase historique de chute du taux moyen de profit, le capital financier n'a joué un rôle aussi dominant dans les rapports de production capitalistes, et la lutte n'a jamais été aussi violente entre les plus grandes devises pour la suprématie des marchés monétaires comme instrument de mobilisation des capitaux.

Le renforcement de la concurrence commerciale sur les marchés intérieurs et internationaux est un autre effet de la crise des profits. Plus l'oxygène fait défaut dans les mécanismes d'accumulation et de valorisation du capital

plus l'affrontement entre les différents capitaux se durcit. La course à l'augmentation de la productivité du travail et de l'exploitation sur la base du développement de plus-value relative aggrave les conditions de concurrence entre les capitaux - concurrence qui, à son tour, est le produit de la crise des profits. Elles ont eu, comme première conséquence, une attaque historique sur les conditions de vie, de travail et de niveau des salaires du prolétariat. L'évidente chronologie est claire. Si nous mettons en relation le moment de l'agression avec la phase aiguë de la chute des profits, il est clair que la dynamique du phénomène économique et social est due au rétrécissement des marges de profit. Tout a commencé dans le milieu des années soixante-dix, lorsque le niveau du taux de profit avait atteint le minimum historique de moins 53%. L'attaque s'est articulée sur tous les fronts, sur celui des salaires directs et indirects ce qui se caractérise par la maîtrise des coûts du travail et du démantèlement progressif de l'État providence. Ces dernières années, dans tous les pays capitalistes avancés, le pouvoir d'achat des salariés est revenu à celui des années soixante-dix, alors que le niveau des systèmes sociaux et d'assistance a considérablement régressé. Dans le rapport entre le capital et le travail, il a été mis en place un certain nombre de formes de contrats fondés sur la flexibilité et sur la précarité de l'emploi ce qui n'avait jamais été rencontré dans l'histoire récente du capitalisme moderne. Avec la crise capitaliste des profits, il est nécessaire non seulement que le coût du travail soit réduit, mais aussi que la force de travail soit employée dans les mécanismes de production lorsque cela est nécessaire pour la valorisation du capital, et automatiquement éjectée quand elle ne l'est plus, ou pas, et de la façon désirée. Le capital ne peut plus se permettre le luxe de maintenir la force de travail quand elle n'est pas exploitable à un rythme compatible avec la nécessité de la valorisation.

Aujourd'hui les gourous de l'économie bourgeoise s'empressent de dénoncer le néo-libéralisme et la mondialisation comme nuisibles pour le bon développement du capitalisme en invoquant l'intervention de l'État. Lorsque prime la nécessité d'encenser ses avantages extraordinaires, ils sont les dignes fils de la crise des profits. Les étroites limites du processus de valorisation au sein des segments nationaux ont forcé le grand capital à briser toutes les barrières possibles que ce soit en termes de circulation de capitaux, de biens, d'abaissement du prix des matières premières stratégiques et enfin de la force de travail. L'exportation du capital financier, la décentralisation de la production et l'utilisation intensive de la main-d'œuvre à un coût très bas sont les corollaires inévitables quand le fonctionnement du système se produit avec un faible rythme de valorisation. Cela est typique pour les pays capitalistes avancés qui se caractérisent par un haut rapport organique de capital. Si tous ces objectifs sont réalisables positivement dans les cas de concurrence impérialiste "normale" ; dans les autres cas, le facteur de force intervient pour les régler. La guerre est devenue le moyen quotidien par lequel l'impérialisme cherche à obtenir les avantages économiques et financiers qui lui sont absolument nécessaires. Rien de nouveau sous le soleil pour le capitalisme ? Certes non, mais dans la phase historique actuelle l'agressivité guerrière, comme tout phénomène de comportement impérialiste est directement proportionnel à la gravité des conditions économiques de la crise. La tendance à la baisse du taux de profit moyen ne génère pas

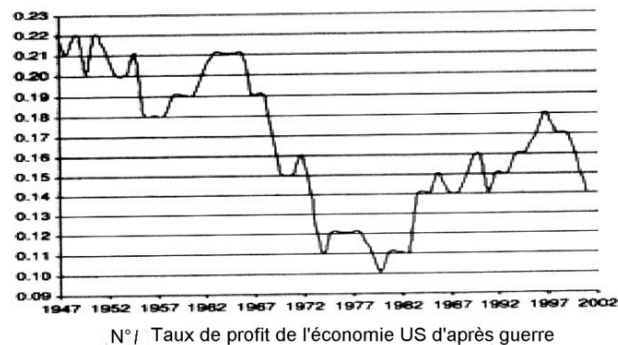
de nouvelles contradictions ou de formes inhabituelles de comportement sur les marchés mondiaux, mais les accentuées, les porte à des limites extrêmes, car la crise qui les sous-tend, est extrêmement grave. Depuis la chute de l'empire soviétique, notamment quand la bourgeoisie occidentale criait à la victoire et imaginait une phase future de paix et de prospérité, s'est ouvert le précipice de la crise internationale et des guerres impérialistes avec une intensité et une violence qui n'avait pas été encore rencontrée dans l'histoire récente du capitalisme. Tous les facteurs économiques, la dynamique de la politique intérieure et internationale, la relation entre le capital et le travail, et l'emploi de la force de travail s'expriment avec des phénomènes extrêmes, multiplicateurs et renforçant les frictions inter-bourgeoises dans une orgie décadente dans laquelle l'exploitation accrue du prolétariat et l'augmentation de la pauvreté générale sont la seule constante sur laquelle le capitalisme construit le renforcement des conditions de sa survie.

### La chute du taux de profit moyen en chiffres

Dans la littérature économique bourgeoise c'est à peine si nous pouvons trouver des données suffisamment représentatives de la chute du taux de profit moyen. L'explication est évidente, aucun économiste bourgeois, tout en connaissant et craignant la loi et ses désastreuses conséquences, ne déclare ouvertement qu'il s'intéresse au rapport entre la masse de plus-value obtenue et le capital total employé pour l'obtenir. Non pas parce que ces derniers ne veulent pas faire usage des catégories économiques marxistes, toujours niées, mais plus simplement parce que, en exorcisant le problème, ils mettent au centre de l'analyse la masse des profits et pas leur taux. Bien que, fondée sur la connaissance des faits, ils ne font pas de déclarations alarmantes sur la diminution de la rentabilité et la faible valorisation du capital investi. Dans le débat public, ils préfèrent prétendre que les causes du phénomène résident en dehors des rapports de production, comme s'il s'agissait simplement d'une question de marché, de commercialisation des marchandises ou, tout au plus, d'un dysfonctionnement de la production et, par conséquent, qu'une meilleure composition de ses facteurs permettrait de résoudre le problème. Toutefois, lorsque les gestionnaires du capital essayent d'endiguer les inquiétantes conséquences de la chute du taux de profit, ils sont contraints d'agir sur les causes du problème et non sur les effets économiques, mettant en place un large éventail de contre-mesures. Dans le camp marxiste les analyses sont beaucoup plus simples et efficaces, parce qu'il n'a pas d'hésitation sur la mystification sur la dynamique des faits réels, il se concentre sur les aspects antagoniques et contradictoires du capitalisme.

Considérons l'exemple américain depuis la deuxième guerre mondiale par rapport à la loi de la baisse du taux de profit et par rapport aux contre-tendances qu'il provoque. Ce choix est obligatoire, car les données sur l'évolution des bénéfices aux États-Unis sont les plus étudiés et connus. Selon les recherches de l'Institut français de comptabilité (INSEE), le taux moyen de profit aux États-Unis de 1955 à 2002, a perdu plus de 30% et, pendant la seule période allant de 2002 à 2005, plus de 35%.

(voir graphique 1)



D'après ces statistiques, il s'ensuit que pendant la période de 1954 à 1979, le taux de profit a chuté de plus de 50%. Dans la période 1985-1997, il y a eu une reprise exceptionnelle d'environ 20%, pour se terminer durant les années 1997 - 2002 caractérisée par une perte de 21% en fonction de son sommet en 97 suivie par la descente de 2002 à 2007. En termes de pourcentage, il y avait dans la première période une augmentation du taux moyen de profit de 22~23% à 11~12%. Au cours de la deuxième période, il est revenu à 18%, puis a chuté, dans la troisième période, à 14%. Les données nous disent que, sur la base des changements du rapport organique du capital, à long terme, le taux de profit est destiné à chuter. Mais à court terme, pour des circonstances exceptionnelles, résultats de certaines contre-tendances, le taux de profit peut aussi croître, ou si la baisse, il peut ralentir de manière significative.

L'apparente contradiction vient du fait que, dans la première période (l'âge d'or), qui passe d'un taux de 22% à 12%, l'économie américaine enregistre une phase de croissance énorme ce qui ne sera jamais plus atteint dans les décennies suivantes. Le taux de croissance annuel moyen du PIB s'exprime en moyenne autour de 5%, le chômage n'est jamais allé au-delà de sa limite physiologique, autour de 2% et l'inflation n'a jamais dépassé 2,5%. L'économie américaine dominait les marchés commerciaux et enregistrait un énorme excédent de la balance des paiements avec l'étranger et était exportatrice nette de capitaux financiers avec un excédent de 17%. La seule explication à la chute des profits consiste à l'élévation de la composition organique du capital, sous la pression de la plus-value relative, qui, en trente ans, a augmenté de 41% passant de 3,58% à 5,03%. La vitesse et l'intensité de cette manifestation a été impressionnante, même si elle s'est produite sur une période suffisamment longue.

Ce qui signifie que, pendant l'expansion économique qui a débuté avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, la nécessité de réduire encore plus le temps de travail nécessaire à travers l'utilisation de la plus-value relative et des investissements en capital constant a été considérablement supérieure à celui en capital variable, de sorte que le capital constant a considérablement remplacé le capital vivant, réduisant considérablement le domaine où l'on retrouve la plus-value, tout en augmentant son taux. Cela explique pourquoi l'économie américaine se trouve "soudainement", à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, au milieu de sa première grave crise économique depuis celle de 1929 - 1933 puis toujours avec la crise actuelle. Durant ces années, les secteurs à la traîne de l'économie ont été dépassés en compétitivité par le Japon

et l'Allemagne. Perdant la domination sur le marché commercial, l'économie des États-Unis s'est trouvée pour la première fois, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec un déficit de sa balance des paiements des comptes courants et a dû importer des capitaux de l'étranger, avec la capacité concurrentielle en déclin du fait des taux de profit littéralement divisés par deux. Le redressement du taux de profit, ou devrais-je dire, le ralentissement de sa baisse, qui se déroule chronologiquement entre le début 1985 et la fin 1997, se compose de trois facteurs. Une des raisons de cette reprise réside dans la pression américaine, entièrement réussie, contre le Japon et l'Allemagne, lors du sommet historique de Plaza (1985). À cette occasion, les États-Unis ont imposé à ses deux plus grands concurrents commerciaux et financiers de réévaluer leurs devises ce qui permit à son économie d'obtenir des marges pour la compétition des prix des matières premières, et donc pour le bilan des comptes courants. La seconde portait sur la politique des taux d'intérêt élevés imposés par la Réserve fédérale afin de recycler la masse énorme de pétrodollars qui avaient quitté les pays industrialisés pour les pays producteurs de pétrole après la première et extraordinaire hausse du prix du brut. Les deux opérations combinées ont fait que le dollar a continué à être la monnaie d'échange sur tous les marchés commerciaux internationaux (92% du commerce était libellé en \$) et a afflué vers l'économie américaine littéralement asphyxiée par les capitaux frais à investir, en partie sur le marché intérieur, mais surtout à l'étranger. Avec un dollar moins quoté par rapport aux devises concurrentes, mais toujours dominant comme devise internationale, l'économie américaine a réussi à stimuler la compétitivité de ses entreprises grâce à la diminution relative du prix de ses produits. La troisième condition, qui est certainement la plus importante, est due au coût du travail. Des taxes moins élevées pour les entreprises, une baisse du coût de l'argent et, surtout, du salaire réel des travailleurs qui ont connu, en cette longue période, une croissance proche de zéro ou même en régression, ont contribué fortement à la reprise du taux de profit dans l'industrie et les secteurs de la transformation, d'à peu près 20%. Le bâtiment a connu des temps encore meilleurs pour le capital. Entre 1978 et 1993 dans ce secteur, les salaires réels ont baissé en moyenne de 1,1% par an, permettant au capital investi de récupérer des taux de profit de 50%. A cela s'ajoute également, parmi ces statistiques, un élément politique qui s'insère dans le processus économique : un faible niveau de lutte de classe permettant au capital de retrouver ses marges de profit. Lorsque la réponse de secteurs du prolétariat aux attaques du capitalisme en crise est faible, voire inexistante, le capital peut plus facilement imposer des politiques économiques de rigueur pour retrouver des marges de profit importantes. Ce furent les fameuses politiques de sacrifices, toujours en vigueur, qui depuis les États-Unis ont ensuite été importées dans l'ensemble du monde occidental, avec l'assentiment des syndicats et des forces politiques de gauche. L'exportation de capital financier et la délocalisation de la production ont fait le reste.

N°2 Taux de profit (%) : Europe et États-Unis, économie privée



Malgré la reprise significative du taux de profit des années quatre-vingt – quatre-vingt dix, l'économie américaine apparaît à la fin de ces mêmes années dans de telles conditions de difficultés. C'est pourquoi s'est produite une nouvelle crise qui a abouti à la renvoyer pratiquement à la situation de la période précédente de la longue expansion. Depuis 97 reviennent une série de problèmes que la reprise dopée des années quatre-vingt dix avait cachés. Ce schéma entre alors en crise. Il avait été initié dans les années quatre-vingt dix par les Reaganomics qui prévoyaient le siphonage de l'épargne mondiale sur la base de taux d'intérêt élevés et du rôle dominant du dollar qui a eu pour effet le relatif abandon, à leur propre sort, de certains secteurs traditionnels de l'économie et la diminution consécutive de leur compétitivité. Comme sont, en partie, entrés en crise les investissements à l'étranger, la délocalisation de la production et celle de la très haute technologie, la nouvelle frontière de la production, sur laquelle beaucoup ont mis l'accent. L'endettement progressif des entreprises, de l'État et des ménages pour acquérir leur maison et dans leur vie quotidienne ont entraîné une réalité tragique, tandis que le taux de profit reprenait sa course inexorable vers le bas. Plus les profits s'effondrent, plus l'utilisation du parasitisme se produit et la financiarisation de la crise augmente et plus la bulle spéculative se développe de façon exponentielle créant les conditions de son explosion ce qui s'est régulièrement vérifié depuis août 2007 ; nous la retrouvons encore avec toutes ses répercussions négatives sur le prolétariat international qui, une fois de plus, est appelé à payer la facture....

L'éclatement de la bulle spéculative qui servait de moyen facile pour lier l'endettement des entreprises et des ménages, ainsi que le système économique tout entier, a brûlé en quelques jours des milliers de milliards de dollars dans l'environnement fictif du marché boursier, bouleversant dans la crise les mécanismes de recours à la finance. L'ensemble du système capitaliste a montré ses limites et l'économie réelle, déjà très affaiblie, a été entraînée dans le tunnel de la crise. Le marché immobilier s'est effondré comme un château de cartes avant tous les autres grands secteurs productifs y compris ceux de la haute technologie, ils ont commencé à marquer fortement le pas. Les précédents investissements en capital constant et en logiciels ont encore davantage vu diminuer leurs capacités productives. Les usines fonctionnaient en moyenne à 60% avec une nouvelle baisse de la productivité. En outre, les augmentations salariales de 3,5% qui furent possibles dans la phase terminale du boom économique, ont fait le reste devenant un fardeau insupportable pour le capital en crise. L'emprunt des gouvernements à travers la dette publique



que les entreprises avaient contractée à travers leur modèle de développement : la financiarisation, mais aussi celui des familles qui avaient construit sur cette base illusoire de consommation facile, ont été remis en cause dans un court espace de temps, jetant le taux de profit et de l'économie américaine tout entière dans l'abîme le plus noir de la crise économique.

La conséquence, entre 2000 et le début 2003, a été une diminution de l'emploi de 6% et des salaires réels de 1,6%. La productivité est en baisse de 40%, l'utilisation des entreprises est de 30% tandis que le PIB qui, en 97, avait augmenté de 4,7%, s'est maintenu sur la période 2000/03 à une moyenne autour de 1,3 %, pour diminuer d'au moins 6% aujourd'hui. En somme, la crise a entraîné une réduction des profits, déduction faite des intérêts, dans une proportion colossale. La masse des profits des entreprises électroniques a chuté d'un niveau de 59,5 milliards de dollars en 1997 à 12,2 milliards en 2001, tandis qu'aujourd'hui la comptabilité a littéralement chuté. Et, dans l'industrie des semi-conducteurs de 13,3 à 2,9 milliards de dollars. Dans les télécommunications de 24,2 en 1996 à 6,8, tandis que dans les services, la baisse a été de 76,2 à 33,5. En conclusion, au cours de la période, la chute du taux de profit dans le secteur non-financier a été en moyenne de 20%, avec des pointes de 27% par rapport au sommet de 97. Avec l'explosion de la crise des subprimes tous ces phénomènes plongent davantage la finance et l'économie réelle dans le chaos le plus total.

En revenant au graphique (1) sur la période 1945 à 2003, on voit que la tendance à la baisse du taux de profit est fluctuante. La période allant de 47 à 77 a entraîné une diminution de 53%. Dans la période de 85 à 97 on a enregistré une reprise de 30%, et enfin une rechute de 20% dans la dernière phase, jusqu'en 2003. Par la suite, la rechute s'est poursuivie jusqu'au crack de ces dernières deux années. Le résultat est que l'économie américaine, au cours de ces 56 ans, a vu une baisse du taux de profit moyen de plus de trente pour cent, avec toutes les conséquences qui en découlent dans la vie économique et sociale pour son prolétariat. Mais aussi internationalement avec l'exaspération de la concurrence sur tous les marchés internationaux d'intérêt stratégique et l'apparition du phénomène tragique de la guerre comme la "solution" à jouer sur la base d'intérêts majeurs économiques et stratégiques.

La loi de la chute du taux de profit aux États-Unis et parallèlement dans les principaux pays européens (Grande-Bretagne, France et Allemagne), même avec de petits décalages chronologiques et quelques différences, a ouvert une phase historique caractérisée par six catégories de facteurs.

1) L'attaque économique de la force de travail, en termes de temps et d'intensité, est sans parallèle dans l'histoire récente du capitalisme international. L'intensification de l'exploitation de la force de travail grâce à une productivité accrue, tandis qu'ont diminué les coûts et le temps pour produire les marchandises, n'a pas produit plus de richesses et moins d'heures de travail pour le prolétariat, il a favorisé le contraire. Dans un capitalisme avec une forte composition organique du capital et à faible taux de profit, l'essentiel de la

productivité du travail s'accomplit par la baisse des salaires, la prolongation de la journée de travail, le démantèlement de l'État providence et la précarité de l'emploi, en fonction de l'augmentation de la concurrence entre les divers capitaux. Il s'est enfoncé dans le maelström de la concurrence de la crise des profits.

2) L'exportation du capital financier, la décentralisation de la production et la recherche désespérée des marchés où le coût de la main-d'œuvre est plusieurs fois inférieur à celui du marché intérieur, sont devenus l'une des conditions de la survie du capitalisme en crise. Des régions entières ont été prises d'assaut par les capitaux à la recherche d'une meilleure rémunération basée sur la recherche de marchés pour un travail bon marché. L'Europe de l'Est a été un de ces domaines où la France, l'Allemagne et l'Italie ont exporté une grande partie de leurs usines de production. Le Sud-est asiatique a joué le même rôle pour le Japon et, dernièrement, même pour la Chine. Le géant américain, même avec les pieds de plus en plus en argile, a délocalisé en Asie, en Afrique, faisant concurrence à la Chine ainsi que dans les zones restantes du sous-continent américain qui souffre encore du rôle impérialiste de Washington.

3) L'utilisation de la financiarisation grâce aux super et aux extra-profits, l'utilisation systématique de la spéculation, aux activités parasitaires et à la création de capital fictif, fournissent le sens non seulement des difficultés pour la valorisation du capital mais aussi de la décadence de l'ensemble du système capitaliste international.

4) La crise actuelle a également souligné qu'il ne s'agit pas d'une crise du néolibéralisme, mais du système économique tout entier dans la phase finale de son troisième cycle d'accumulation. Ces mêmes économistes bourgeois qui hier craignaient la présence de l'État comme étant le pire des maux, aujourd'hui l'invoquent comme étant la seule voie de salut, sans oublier, toutefois, que ce n'est pas le moyen de gérer les rapports de production qui peut éliminer les contradictions du système, mais au contraire, se sont plutôt les crises du système qui, à leur tour, montrent les limites de tous ses types de gestion : libérale, néolibérale, staliniste ou mixte en fonction de la trajectoire historique prise précédemment par le capital.

5) La nécessité de travailler par tous les moyens possibles à la recherche de marchés de matières premières, du pétrole et du gaz naturel en priorité. Après l'effondrement de l'URSS, nous avons assisté à un processus de recomposition impérialiste, encore en acte, où des continents entiers, des aires et des zones stratégiques, pour trouver des sources d'énergie, sont devenus le centre névralgique de la confrontation entre les grands prédateurs internationaux. Du centre de l'Asie au sous-continent américain, du Moyen-Orient à l'Afghanistan, du delta du Niger à l'Iraq se développent, sans interruption, les routes de l'énergie et la recomposition impérialiste. Trajectoire qui rencontre parallèlement une lutte vigoureuse même sur le terrain du rôle hégémonique des devises internationales. Avant le début des années 2000, le dollar dominait

incontestablement sur tous les marchés financiers et commerciaux. Le pétrole était quoté et vendu en dollars. Aujourd'hui, la Russie vend principalement en roubles. L'Iran et le Venezuela acceptent également l'euro et de nombreux pays producteurs du Golfe ont mis en chantier un plan pour créer un cocktail de monnaies pour remplacer progressivement le dollar comme seule monnaie pour vendre leur pétrole. Depuis quelques années maintenant son «empire» rencontre l'opposition d'autres monnaies même sur le plan commercial. Jusqu'en 1999, 92% des échanges internationaux avaient lieu en dollars, aujourd'hui c'est seulement 40%. Un autre 40% est tombé sous la direction de l'euro et les 20% restants sous le yen et la devise chinoise.

6) Le facteur de guerre, toujours présent dans la vie de l'impérialisme, a pris un caractère aigu particulier. Rien n'échappe aux tensions inquiétantes de son fracas, ni les marchés, ni la finance, ni le commerce, ni les devises et les matières premières. Destruction, mort, barbarie sont les constantes économiques et sociales de la crise du capitalisme. Pas étonnant que le "pouvoir soft" du nouveau président américain Obama déclare fermer Guantanamo, mais combien d'autres prisons du même type restent aux Etats-Unis, et dans d'autres parties du monde, sous la direction de la CIA et de l'armée américaine? Il tend la main à l'Iran, mais réitère la politique de sanctions si le régime de Téhéran ne renonce pas à l'option nucléaire et s'il n'accepte pas les accords pétroliers des Compagnies des USA. Ils quitteront l'Irak quand le gouvernement de Bagdad sera en mesure de contrôler la situation interne, de produire et d'exporter son pétrole comme avant la guerre, considérant les États-Unis comme partenaire privilégié que se soit pour son approvisionnement et son prix. Dans le cas contraire, les troupes américaines resteront sur place et, dans le meilleur des cas, il devrait rester un contingent de 40 000 hommes. Pour l'axe Afghanistan - Pakistan les choses sont beaucoup plus claires. La nouvelle administration a non seulement aucune intention de renoncer à «l'os», mais encore a affecté des dizaines de milliards de dollars pour la guerre dite contre le terrorisme, en parfaite harmonie avec l'administration Bush pour ne pas rater le dernier train des ressources énergétiques du centre de l'Asie en concurrence ouverte avec la Russie et la Chine sur ce qui, pour le moment, n'est seulement qu'une guerre des tubes. Mais cela pourrait, seulement au niveau régional, se transformer en combats guerriers, comme en Géorgie, Ossétie du Nord, en Tchétchénie, etc...

Ajoutez à cela un engagement renouvelé, toujours dans la poursuite de la ligne de Bush en Afrique (Soudan, Tchad et Nigeria) pour combattre, sur le même terrain de l'énergie, la profonde intrusion de la Chine. Dans ces pays, les crises gouvernementales, les guerres civiles et les affrontements entre bandes armées (des impérialistes principaux) sont la preuve de l'action du gouvernement américain qui, tout en changeant de masque, est forcé de continuer la même politique impérialiste passée, en apparence moins brutale mais toujours présente et avec le même contenu.

## **Les effets temporaires des contre-tendances sur la baisse du taux de profit.**

De l'analyse de l'évolution de l'économie américaine depuis la Seconde guerre mondiale on déduit deux aspects. Le premier, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit s'exprime avec continuité en longue période. Le deuxième, la tendance de la loi dépend d'un certain nombre de facteurs, de contre tendances et de leur efficacité qui, même dans les cas les plus positifs, finissent par obtenir un résultat seulement à court et à moyen terme, interrompant un temps la chute du taux qui est inhérent aux mécanismes de valorisation du capital et retardant la rapidité de sa chute, sans jamais pouvoir inverser le sens de la direction de la loi elle-même.

Bien que d'une part le capital mette en place les conditions de la chute du taux moyen de profit et de l'autre essaie de contenir les effets par une série d'initiatives visant à dévaloriser le capital constant et variable en tentant, par conséquent, à accroître la productivité sans effet, ou avec peu d'effets, sur la modification de la partie supérieure de la composition organique du capital qui est à la base de la chute du taux de profit. Dans les conditions normales, la productivité augmente en fonction de l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable. Mais plus de technologie signifie plus d'investissements en capital constant qui remplace une quantité plus ou moins importante de force de travail. En d'autres termes, le capital variable diminue plus rapidement que n'augmente le capital constant. Dans ce contexte, la productivité augmente si le coût des biens produits est inférieur à celui de la phase économique précédente et si le calcul global (à savoir la somme du capital constant et variable) diminue sur les deux chiffres. Ce faisant, toutefois, il augmente, avec la productivité, le taux d'exploitation et la masse des profits, mais il élève le rapport organique du capital et se créent les conditions de la baisse du taux de profit. C'est pourquoi le capital a la nécessité d'accroître la productivité sans affecter beaucoup l'augmentation de la composition organique pour ralentir ou freiner, à court terme, la crise des profits. Si une augmentation limitée du capital constant permet une augmentation du taux d'exploitation, avec un nombre inchangé de travailleurs et des salaires plus bas, il est possible de récupérer le taux de profit.

Il va sans dire que si ces opérations demeurent dans une seule entreprise ; alors l'impact serait peu visible sur des marges du taux de profit, mais si elles affectent de grandes entreprises dans plusieurs secteurs de production, alors l'effet peut être plus significatif, quoique de courte durée et prenant fin quand la réorganisation de la production se généralisera au niveau national et international, les avantages temporaires seront alors annulés.

## **La dévaluation du capital variable et du capital constant.**

La contre-tendance par excellence concerne le coût du travail en agissant sur le salaire direct et indirect. La pratique a toujours été utilisée, mais son intensification s'est fortement accélérée ces derniers temps en raison des faibles taux de profit dans tous les pays capitalistes avancés

caractérisés par une composition organique du capital très élevé. Depuis vingt ans le démantèlement de l'État providence, autrement dit, la diminution des salaires directs ou indirects, avec des modalités et des temps d'application différents, est une constante qui a frappé le prolétariat international. En ligne de mire, les plus importantes touchent la santé, les pensions et le financement des écoles publiques et des universités. La baisse des coûts pour la prévention et l'assistance sur la contribution de l'État, mais aussi sur les entreprises et aussi l'allongement de la vie active sur des postes de travail différents, ont produit quelques effets bénéfiques pour le capital. Les entreprises accordent moins pour la maladie, le temps d'absence pour des soins s'est réduit, puis pour la prévention et enfin par l'élimination de certaines maladies des rubriques officielles. Ces aspects s'analysent comme des économies sur les salaires sociaux qui s'apprécient toujours à l'avantage du capital. En Italie, le monde entrepreneurial essaie de ne pas reconnaître les trois premiers jours de maladie comme franchise pour les travailleurs. Le chantage en direction des travailleurs possédant un contrat à durée déterminée et les immigrants, est la pratique la plus odieuse. La menace politique à peine voilée pour empêcher toute déclaration d'accidents du travail ou pour ne pas dénoncer l'absence de règles de sécurité à défaut de quoi le contrat ne serait pas renouvelé, est de plus en plus pratiquée. Sur le terrain des retraites la tentative, déjà largement couronnée de succès, est d'étendre l'âge de la retraite pour garder au travail les vieux prolétaires, d'éviter le turn-over et de ne plus signer de nouveaux contrats à durée indéterminée car ils coûtent trop chers mais d'en faire de nouveaux sur la base d'une plus grande précarité. La flexibilité entraîne des coûts salariaux inférieurs. Sans parler de ce qui consiste à réduire considérablement, pour ne pas dire d'interrompre le rythme de l'exploitation par les pauses déjeuner, et dans certains cas, littéralement diviser par deux les autorisations d'arrêt pour les besoins physiologiques. L'augmentation de l'intensité du travail (accomplissement de plusieurs tâches, plus de sous-emploi, plus de biens réalisés dans un même temps) est une pratique utilisée dans le secteur mécanique (automobile) et manufacturier, sans, bien sûr, les augmentations salariales qui vont avec. Cet exemple d'utilisation de la plus-value relative ne modifie pas la composition organique du capital et, par conséquent, agit comme une contre tendance efficace. Mais la plus grande contribution à la dévalorisation du capital variable est l'attaque sur les salaires directs, la masse totale des salaires en rapport au nombre total de travailleurs. À savoir la diminution de la masse des salaires réels, laissant inchangé le nombre de travailleurs ou que l'augmentation de la masse salariale soit moins importante que l'augmentation du nombre d'employés dans le système productif. Lorsque cette éventualité se vérifie parce que généralement c'est le contraire qui se produit, ou que le nombre absolu de travailleurs diminue en raison du processus nécessaire de restructuration, en période de crise comme celle-ci, cela nécessite des mises à pied et les licenciements.

Le dispositif mis en place par le capital pour obtenir ces résultats est très simple : réduire drastiquement les salaires réels, avec l'aide habituelle des syndicats du fait des faibles marges de profit et de la nécessaire compétition avec la concurrence internationale. La grande majorité des contrats à durée déterminée (CDD), le travail à la journée ou des contrats ayant pour dénominateur commun la précarité des

travailleurs, non seulement proposent au capital la force de travail seulement quand l'exploitation est profitable dans les périodes économiquement favorables et, inversement, de s'en débarrasser dans les phases économiques critiques, sont un excellent moyen d'abaisser les coûts de production par la maîtrise de la masse salariale. Tous les nouveaux contrats à durée déterminée (CDD), quel que soit leur spécificité, prévoient une réduction de salaire de 40% par rapport aux précédents dans la même entreprise et pour des travaux similaires. Le cercle vicieux dans lequel tombe peu à peu le prolétariat, suit les rythmes scientifiquement calculés. Les travailleurs plus âgés avec des contrats à durée indéterminée (garantis) travaillent jusqu'à la retraite, mettant fin ensuite aux anciens contrats, et presque tous les jeunes travailleurs qui arrivent à la production sont soumis à des contrats à durée déterminée (précaires), avec des salaires plus bas, bien inférieurs aux précédents. Le nouveau mode de gestion des rapports entre le capital et le travail, imposé par la diminution toujours plus grande des marges de profit réalisées par les entreprises, a pour effet immédiat la dévalorisation du capital variable sans impact sur l'augmentation du rapport organique du capital. De telles pratiques sont en place depuis deux décennies, d'abord au Japon, aux USA et en Angleterre dans les années quatre-vingt, puis en Europe depuis le début des années quatre-vingt-dix, dans tous les secteurs de pointe de la production réelle et des principaux secteurs des services. Parmi d'innombrables exemples, l'un concerne le secteur automobile, celui de GM. La plus grande usine automobile du monde qui en quarante ans est passée d'un taux de profit de 20% à 5% avant de chuter à 1, 5%, est aujourd'hui en pleine crise économique. Malgré les interventions de l'Etat, elle n'a pu éviter de se retrouver en faillite contrôlée. Pendant des années, elle a survécu sur le marché mondial, en exigeant que ses travailleurs aient des contrats à durée déterminée nécessitant une mobilité absolue en interne et à l'extérieur avec des salaires inférieurs de 40% aux précédents. La plus importante usine de voitures américaines qui a dominé le marché mondial depuis des décennies, jusqu'à être perçu comme le symbole du capitalisme américain et international, est le paradigme de cette crise.

Tout au long des années soixante et soixante-dix la maison-mère de Détroit a construit son potentiel de production sur une composition organique du capital très élevée (plus d'investissements en capital constant que variable, plus de machines que de force de travail) en baissant la rentabilité de son capital. Son taux de profit, est comme nous l'avons vu. Cela a convaincu la Direction de détourner les dividendes du capital vers la spéculation en le retirant de la production tout en ayant pour résultat, à court terme, de les récupérer sur le terrain de la financiarisation tandis qu'il les perdait sur celui de la production réelle. Tant que le jeu de la création de capital fictif fonctionnait, les choses allaient bien, mais quand la bulle spéculative éclata tout s'effondra, en ajoutant à ces pertes en bourse celle de la production en entraînant le colosse de l'industrie américaine dans l'abîme, et même au-delà. Les ventes ont diminué de 56%. L'action GM s'est dépréciée de façon impressionnante. D'une valeur de 46 dollars, elle est arrivée à 3 en décembre 2008. En Février 2009, il y eut une nouvelle dépréciation de 23%, ce qui conduisit les actions à 1, 54%, record historique négatif des 71 dernières années, c'est-à-dire depuis la Grande Dépression. La filiale financière de GM (GMAC) a perdu à

la Bourse presque toute sa capitalisation. Les chiffres officiels parlent d'une dette de 28 milliards de dollars que GM n'est pas en mesure de restituer. D'où la demande de financement de l'Etat pour 16,5 milliards de dollars après avoir déjà reçu 13,5. C'est une sorte de puits sans fond qui englutit tout en relation avec la relance de la production, à savoir la relance du processus d'exploitation de la force de travail que la crise a remis en question.

Mais les crises ne s'expriment pas uniquement au travers des statistiques. Il s'agit de la vie de millions de travailleurs, de leurs familles et de leur sort catastrophique en se retrouvant sans travail, sans indemnité de chômage, sans-abri et avec la perspective d'une pauvreté durable. Les premières mesures prises par GM ont consisté à fermer immédiatement cinq usines aux Etats-Unis et quatre en Europe. Les mêmes analystes américains ont exprimé la crainte que si GM venait à échouer complètement, entraînant dans le drame l'immense dette économique que son activité productive a entraînée, se serait plus d'un million d'emplois perdus. Et si la même chose touchait les deux autres majors du secteur automobile, Chrysler et Ford, cela entraînerait près de trois millions de chômeurs. L'année dernière, il y eut sept millions de chômeurs durant les deux premiers mois de 2009. Globalement, on estime que, y compris la soi-disant économie souterraine, il existe déjà 16 millions de chômeurs. Le nombre de travailleurs (certains parmi les anciens) qui sont privés de soins de santé sont passés de 40 millions à 47. Cette catastrophe sociale est susceptible d'augmenter d'ici la fin de l'année. Ce n'est pas un cyclone, un événement naturel catastrophique qui a provoqué un tel carnage, mais le capitalisme poussé dans l'abîme par ses contradictions insurmontables. Le même scénario se produit dans d'autres secteurs économiques américains et internationaux, de la Chine à la Russie, du Japon à l'Europe. En Italie, les chiffres sont inférieurs parce que la crise a eu pour épïcêtre l'étranger et parce que les proportions sont différentes, mais les causes et les mécanismes de la dépression sont les mêmes. Les ventes de Fiat ont chuté de 40%, sa société financière a perdu sur le marché boursier tout ce qu'elle pouvait perdre et la valeur de ses actions a été entraînée dans des creux historiques. Sans l'intervention de l'Etat (au moins 5 / 6 milliards d'euros), sous la forme d'incitations et de facilité de financement, 600 mille travailleurs auraient perdu leur emploi avec également les emplois induits. Les récents accords de Marchionne <sup>16</sup> avec Chrysler et les tentatives pour entrer dans l'orbite d'Opel, avec un bilan de 10 milliards d'euros de dettes, ne sont rien d'autre qu'une tentative pour surmonter la crise grâce à des procédés de concentration, avec déjà la perspective que le marché mondial actuel de l'automobile qui connaît déjà une concurrence élevée, sera "engorgé" par l'arrivée, par la grande porte, de la Chine et de l'Inde. Tout cela, c'est non seulement la fin sans gloire du néolibéralisme, mais encore la faillite du capitalisme, de sa façon de produire, de distribuer les richesses et de l'exaltation perverse de ses contradictions insolubles.

Dans ce scénario s'inscrit même la poursuite des politiques restrictives à l'égard du renouvellement des conventions collectives et de leurs importants appendices économiques. Le capital, avec la coopération "*responsable*" des syndicats,

a exigé d'abord que le renouvellement des contrats soit reporté à l'échéance la plus éloignée possible. Parfois, ce n'est pas une question de mois, mais d'années, avant que les parties ne parviennent à s'entendre. Puis, seulement en terme de temps, le capital cherche à imposer une énième politique qui repose sur des sacrifices et se fonde sur la renonciation à des augmentations de salaires, ou sur l'hypothèse que toute augmentation éventuelle doit être à l'intérieur ou bien au-dessous de l'inflation programmée, et bien loin de l'augmentation de la productivité.

L'autre aspect sur lequel le capital s'est fixé pour regagner des marges de profit est l'allongement de la journée de travail. Tout en continuant à poursuivre le chemin pour obtenir la hausse de la plus-value relative par l'augmentation de la productivité du travail sur les innovations technologiques qui augmentent avec la masse des profits et, en diminuant les taux, le capital a été contraint de revenir également sur la plus-value absolue qui est obtenue par l'augmentation de la journée de travail. Cela semble un paradoxe historique comme si on avait reculé de deux siècles, mais c'est la réalité du capitalisme moderne qui l'impose. A ce stade, le capital n'est plus suffisant pour arrêter la chute du taux de profit en augmentant sa masse, il cherche à l'ajouter à la plus value relative, dans une sorte de course sans fin contre la contradiction incontournable exigée par le processus de valorisation. Parce qu'il a à disposition un prolétariat de plus en plus faible, divisé économiquement et politiquement et facilement relégué sur le terrain de la précarité, l'imposition de l'allongement de la journée de travail pour le même salaire fait son chemin un peu partout. Nous sommes tout juste au début de telles pratiques, bien que non officielles ou présentées au niveau expérimental dans des situations particulières de crise, elles sont déjà devenues opérationnelles. L'expérience française des 35 heures par semaine, bien que nominale, parce qu'en fait elle n'a presque jamais été pratiquée, a été obtenue en échange d'une plus grande précarité de l'emploi, puis on est retournée dans les rangs avant même d'avoir décollé. Sur le terrain, en revanche, on a présenté l'expérience du syndicat des métallurgistes allemands (IG Métal) qui a pris en compte la possibilité, dans des situations économiques particulières, l'allongement de la journée de travail jusqu'à 10-12 heures en échange d'une politique d'endiguement des licenciements. Au Japon cette pratique, sans jamais avoir été officialisée, ni par les syndicats ni par la classe patronale, existe depuis près de trois décennies. Dans les usines japonaises, en particulier celles qui sont les plus exposées à la concurrence internationale, on peut travailler jusqu'à 10/12 heures par jours, avec seulement deux samedis par mois libres et avec des augmentations de salaire proche de zéro ou bien risibles. Aux États-Unis, dans le secteur de l'informatique, 31% des employés travaillent plus de 50 heures par semaine avec une augmentation de la production de 70%. En 1980, les travailleurs de ce secteur qui travaillent plus de 50 heures par semaine, étaient seulement 21%. La même chose est arrivée dans le commerce, la restauration, dans les secteurs de la mécanique et de la production en général. Toutes ces situations ne sont que le début, il faut s'attendre à un renforcement de l'attaque du capital contre la force de travail. Un exemple est fourni par la proposition du Premier ministre australien de déclarer la grève illégale dans tous les principaux secteurs de l'économie, y compris les services, et

<sup>16</sup> Sergio Marchionne, directeur général de FIAT.

de faire autoriser par la loi les licenciements à tout moment pour n'importe quelle raison. En Italie, "la loi Sacconi"<sup>17</sup> proposée par le gouvernement a été vivement souhaitée par la Confindustria. En plus de fournir la possibilité d'une augmentation des heures travaillées par semaine (42/45 en fonction des circonstances et des besoins) il est arrivé à empêcher les grèves avec la nécessité de sauvegarder les intérêts globaux de la société, en prévoyant dans une formulation la possibilité de grève virtuelle, sur la base de laquelle les travailleurs peuvent se déclarer en grève, sans s'abstenir de travailler mais en renonçant au paiement de la journée de travail comme s'ils s'étaient réellement abstenus de travailler. Paradoxe? Oui certainement, mais le capital en crise n'a aucune limite à son imagination. Également par rapport à la dépréciation du capital constant, la chute du taux de profit exige des efforts. Le plus important est celui relatif au rapport entre le capital constant et son volume matériel, pour que ne change pas le taux d'exploitation. Dans des conditions normales, l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable est plus rapide, en déterminant la chute du taux en raison d'une élévation de la productivité du travail et de la valeur du capital constant en continuelle expansion. Il croît proportionnellement moins que la masse totale des moyens de production mis en place par la même quantité de force de travail. La baisse du taux peut être ralentie et, dans certains cas, pour des périodes limitées, annulée. C'est le cas de l'extraordinaire « révolution » des microprocesseurs, où la croissance élevée de la productivité a entraîné l'augmentation du capital constant proportionnellement inférieure à la masse des moyens de production impliqués dans le système de productif. De plus, les opportunités fournies par cette révolution technologique pour diversifier la production tout en utilisant le même capital constant a permis sa dépréciation qui s'est répercuté sur le niveau du taux de profit. Un exemple qui remonte à quelques années, a été fourni dans le domaine automobile avec la collaboration entre Fiat et Ford. Les deux groupes avaient décidé de produire en Pologne la Ka et la Panda. Un établissement unique, avec des salaires nettement plus bas que les nationaux permit la diversification de la production, avec les mêmes machines pour produire les châssis des deux voitures avec une économie d'au moins 40% sur les coûts d'assemblage.

Toujours dans le domaine de la dépréciation du capital constant, nous avons assisté à une tentative de réorganiser les stocks de matières premières et de produits semi-finis. Après avoir enregistré dans la confrontation avec le capital variable, la pratique de la précarité sur la base du « *travail usé et jetable* », ou l'utilisation de la force de travail seulement dans des moments clés de la production, il y eut une organisation semblable pour réduire une partie des coûts du capital constant. L'introduction du « just in time », c'est-à-dire la commande de matières premières nécessaires pour produire uniquement au moment de leur utilisation, a conduit à une réduction des coûts de stockage, de manutention et à minimiser leur risque de destruction et de détérioration. Innovation certainement rationnelle et fonctionnelle pour des économies de production mais le fruit d'une nécessité impérieuse : limiter les dégâts de la chute des profits, dans ce cas, déprécie une partie du capital

constant, le capital circulant. Une telle réorganisation d'un des facteurs de la production est couplée avec la précarité de l'emploi. Pour le capital, les matières premières et la force de travail sont des produits destinés à être utilisés dans le processus de production au moindre coût possible et seulement dans les moments où ils permettent leur valorisation pour pallier à la baisse de sa compétitivité et des niveaux de rentabilité.

Parmi les facteurs qui contribuent à l'abaissement de la valeur du capital constant, il y a la réduction du coût des matières premières. A l'époque contemporaine, où la domination du capital financier a atteint son apogée, le rapport de force entre les grands centres impérialistes et ce que l'on appelle la périphérie, est telle que les conditions d'achat et de paiement des biens se font dans une absolue disparité. La politique de la dette en est un exemple. Bien loin des théories néolibérales, de la libre concurrence et du libre marché, les impérialistes sont plus forts et plus agressifs, et ne sont plus en mesure d'atteindre leurs cibles de rapine, en exigeant des pays débiteurs une rançon commerciale. Premièrement, la rançon consiste dans le fait que ces pays, riches en matières premières, mais endettés jusqu'au cou, obtiennent un rééchelonnement de leur dette et / ou un sursis pour sa restitution, s'ils respectent un ensemble de conditions. La première, la virtuosité des comptes publics inclut inévitablement la privatisation des richesses nationales. La privatisation est la condition par laquelle les grandes sociétés internationales peuvent en obtenir la propriété ou leur gestion, et ont donc accès à l'extraction et à la commercialisation des matières premières stratégiques à des prix bradés sous leur contrôle total, sans dépendre des contraintes gouvernementales. Deuxièmement, l'asservissement de la dette consentie au créancier permet aux créanciers d'obtenir une sorte de priorité dans l'approvisionnement et des économies grâce à un prix d'achat raisonnable. Dans d'autres cas, quand l'impérialisme se trouve sur le terrain du monopole, à savoir le monopole de la demande, l'effet est le même. Là où la pression et le chantage n'en arrivent pas encore à l'utilisation de la force pour l'accès au marché des matières premières et de son niveau de prix. Ce n'est pas par hasard si l'impérialisme américain, avec son réseau vorace d'entreprises nationales et transnationales, avec ou sans les directives du FMI et de l'ONU, a fait aussi main basse sur le marché des matières premières centre et sud-américain. Il a accumulé une série ininterrompue de guerres pour le pétrole, et tout indique que la pratique d'agression devrait se poursuivre, directement liée à l'aggravation de la crise interne et internationale, mais, cela dit, l'administration Obama cherche à se présenter avec un visage différent de celui de la précédente administration, sans pour autant abandonner ses objectifs "impérialistes"

En résumé, nous pouvons conclure que l'agressivité de l'impérialisme sur les marchés internationaux est directement proportionnelle aux défaillances causées par la chute du taux de profit. Moins sont importants les profits, plus grande est la nécessité de recourir au chantage ou à la force et à une série de contre-mesures qui permettent au capitalisme d'élever le rapport organique du capital pour survivre à ses propres contradictions en faisant payer le prix aux capitalistes de la périphérie, aux concurrents les plus faibles et à leurs prolétariats respectifs ainsi qu'au prolétariat international. Les exemples sont innombrables et

<sup>17</sup> Maurizio Sacconi, Ministre du travail de la santé et des politiques sociales.

sous les yeux de chacun, même de l'observateur le plus distrait. Il n'y a aucune zone d'intérêts stratégiques : le Golfe, le Moyen-Orient et le centre de l'Asie, qui ne voient pas la présence belliqueuse de l'armée américaine, même si pour le moment c'est moins évident pour l'Europe, la Russie ou la Chine. Les guerres pour le pétrole et le contrôle des autres matières premières stratégiques sont toutes liées depuis des années et ceci sans interruption. La crise actuelle ne fait qu'exacerber tous les facteurs contradictoires du capitalisme et du système productif. La production sociale diminue, les données sur le PIB des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon sont nettement en dessous de zéro. Des secteurs entiers de la production sont au bord de la faillite. Le système du crédit agonise. Les classes inférieures sont privées de consommation. Le prolétariat international est confronté à des attaques du capital sur tous les fronts possibles - l'emploi, l'exploitation accrue et l'augmentation de la paupérisation – tandis que la spéculation et le parasitisme continuent de croître parallèlement, en dépit des appels à la moralisation du monde financier et économique, comme si la crise dévastatrice qui a traversé le capitalisme contemporain était due à l'absence de contrôles et au manque d'"éthique" comportementale. Cette crise démontre comment le capitalisme est entré dans sa phase de décadence et la façon dont le système de production l'a fait, à l'intérieur de ses mécanismes de valorisation et de maturation des contradictions qui se sont encore amplifiées en raison de la baisse du taux de profit qui rendent plus agressifs, et même plus féroce, son système social et politique.

## **Délocalisation de la production et exportation du capital financier.**

Depuis toujours, le faible taux de profit a imposé au système de production une relative surproduction de capital. À son tour, la surproduction de capital présuppose un excès de marchandises et de biens d'équipement. Cela ne signifie pas qu'il produise trop de marchandises et qu'il y a une capacité de production excessive par rapport aux besoins sociaux, ou que l'on a produit trop de richesses sous forme de capital, mais signifie seulement que, dans les rapports étroites et contradictoires de la production capitaliste, le faible taux de profit rend des masses croissantes de capitaux investis non-productivement, et augmente le stock de biens invendus en raison de l'incapacité de la demande de les consommer à leur prix et enfin réduit la production et les bien de transformation des usines ou les contraint à disparaître. Il s'ensuit que le moyen de sortie de la crise de la chute du taux de profit, en plus du recours à la spéculation, est de déplacer la production hors du marché national, sur les marchés étrangers, où le coût des matières premières, des infrastructures, mais surtout de la force de travail est beaucoup plus faible. A l'époque contemporaine le phénomène de l'exportation de capitaux, avec la délocalisation relative de la production se développe dans une progression géométrique. De la grave crise des années soixante-dix à aujourd'hui, tous les pays à forte industrialisation se sont littéralement jetés à la recherche de zones *économiques* où le coût de la force de travail était le plus bas possible et où les garanties syndicales étaient minimales, voire inexistantes. Plus on délocalise, plus il est possible de trouver ces conditions et plus l'antidote à la chute du taux de profit est efficace. Chaque capitalisme

avancé, en fonction de son poids impérialiste cherche sa zone, son aire d'influence à la recherche d'un prolétariat dépossédé, pauvre et prêt à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire proposé par les sociétés étrangères. C'est un des aspects de la globalisation. Pour un capital à la recherche de profits, la suppression des barrières douanières, la libre circulation des capitaux et des biens, la possibilité de décentraliser la production à volonté et de l'avoir à sa disposition, sans restriction syndicale avec un prolétariat international dont le coût peut être de 10 / 15 fois inférieur (et au-delà) à celui dans son pays est une aubaine à laquelle il ne peut renoncer.

En dehors des grands géants impérialistes comme l'Amérique qui a colonisé le continent sud-américain et des parties de l'Asie, Chine comprise, ou le Japon qui a pris le reste de l'Asie (à ce jour 40 % des exportations chinoises ont le label « made in USA » ou « made in » Japon), la vieille Europe n'est pas en reste. La France continue d'exploiter ses anciennes colonies d'Afrique du Nord et d'Afrique centrale et occidentale. L'Allemagne s'est imposée dans les ex-républiques soviétiques et l'Italie a effectué des délocalisations de la production vers l'Adriatique, en Roumanie, en Bulgarie et en Pologne, mais aussi au Brésil et en Argentine. Comme d'habitude, le phénomène n'est pas nouveau, depuis plus d'un siècle, la délocalisation de la production s'est faite aux quatre coins du monde, mais depuis la Seconde Guerre mondiale et avec une intensité particulière depuis 20 ans. La nécessité de retrouver des marges de profits suffisantes a entraîné la course vers les marchés avec un abaissement des coûts salariaux. C'est une question de vie ou de mort pour les économies possédant un rapport organique élevé du capital. A ceux qui pourraient nier que la tendance à la baisse du taux de profit n'est pas un problème pour le capitalisme moderne, que tous ces manifestations de contre-tendances ne sont absolument rien de nouveau et que nous serions, au contraire, en présence d'une phase d'expansion économique - voir la Chine - il convient de rappeler que le *phénomène économique asiatique* est en partie le fils de ces contradictions du capitalisme. L'extraordinaire croissance économique de la Chine, qui a permis au capitalisme de Pékin d'obtenir, dans les quinze dernières années, un taux moyen de croissance de 10%, est basée sur plusieurs facteurs.

- Une décentralisation importante de la production, avec une présence relative des nouvelles technologies en provenance des pays en crise, des taux de profit comme les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et une partie de l'Europe occidentale.

- Un énorme développement du capital financier de ces pays, pour la simple raison qu'ils ont eu et ont encore un prolétariat à leur disposition avec de faibles coûts salariaux, jusqu'à 80-90% de moins, avec des journées de travail qui peuvent atteindre 14 heures et aucun défense syndicale que ce soit de protection sociale et sanitaire ou de sécurité au travail. Il va sans dire qu'à long terme en Chine, comme précédemment pour les NPI (nouveaux pays industrialisés) dans les années soixante et soixante-dix, le développement à ce niveau, est destiné à bloquer, non pas parce que les progrès capitaliste dans cette région du capital a atteint son apogée, mais parce que le capitalisme chinois sera contraint de subir les mêmes conséquences que celles éprouvées aujourd'hui par les pays hautement industrialisés. Le développement dans ces pays n'est pas synonyme d'un capitalisme qui a à sa disposition une aire de

développement et de progrès économique dans un cours encore expansionniste, au contraire, cette expérience et ses *contre-tendances* prennent place dans une phase de décadence qui frappe le capitalisme international sur la base de la loi tendancielle de la baisse du taux moyen de profit.

Comment en sortir? Seulement par la reprise de la lutte des classes sous la direction du parti révolutionnaire, qui ne se limite pas seulement aux aspects revendicatifs et / ou défensifs, même si c'est le point de départ, mais qui porte le combat contre les mécanismes que le capital met en place pour sauver ses intérêts économiques et politiques. Cette lutte va contre le capital en tant que porteur de rapports de production capitalistes responsables d'une exploitation toujours plus grande et d'un chômage destructeur pour des millions de travailleurs, engendrant des crises économiques dévastatrices tout au long de son mode de création de richesses et aussi générateur de guerres comme moyen de poursuivre le processus d'accumulation et d'extorsion de la plus-value base de son existence. Si celui-ci ne se présente pas ainsi, il reste toujours sur le terrain du capital, qui est irréductiblement opposés à ses intérêts présents et futurs.

La même chose s'applique au scénario des guerres internationales. Il n'y a pas de guerre ou de guerres civiles, de nationalisme et d'idéologie de quelque nature qui n'engendrent pas de tensions impérialistes. Or, il n'existe pas d'épisode impérialiste qui ne comprenne pas la participation du prolétariat international, comme d'habitude, à servir de chair à canon pour les intérêts de telle ou telle bourgeoisie, sur les divers fronts impérialistes en fonction de leurs intérêts économiques, stratégiques et financiers.

Alors que la crise du capitalisme dévaste les conditions de vie de centaines de millions de travailleurs, en accélérant le processus d'appauvrissement, elle déclenche de dangereuses tensions guerrières. Le prolétariat, première victime de ce scénario, n'a qu'un seul chemin à prendre, celui qui passe par la reprise de la lutte contre la crise du capital, dans les usines et sur tous ses lieux de travail. Le défaitisme révolutionnaire, dans n'importe quelle attitude, demeure le drapeau du prolétariat contre l'idéologie, la barbarie et l'arrogance impérialiste.

FD

### **Autres adresses des organisations de la TCI Tendance Communiste Internationaliste**

**Partito Comunista Internazionale** (Italie) :

Battaglia Comunista  
CP 1753  
20100 Milano  
batcom@ibrp.org

**Communist Workers Organisation** (Grande Bretagne) :

CWO  
P.O. Box 338  
S3 9YX Sheffield  
cwo@ibrp.org

**Gruppe Internationaler SozialistInnen** (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,  
Rungestr. 20,  
10179 Berlin  
Gruppe-Inter-Soz@gmx.net

**Groupe Internationaliste Ouvrier** (USA/Canada) :

Au Canada écrire à :  
RS

CP 173 Succ. "C"  
Montreal QC  
H2L 4K1

canada@ibrp.org

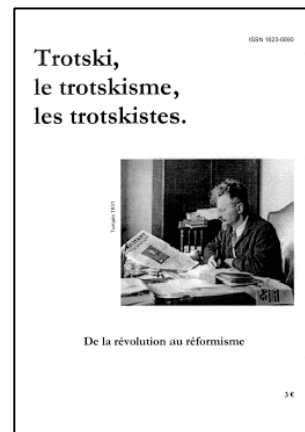
Aux USA :

Internationalists Notes  
P.O. Box 14173  
Madison, Wisconsin  
WI 53708-0173

usa@ibrp.org

## Autres textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI<sup>o</sup> Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.



### *Nos positions de base*

- 1.** Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
- 2.** Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
- 3.** La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
- 4.** La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années '20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
- 5.** Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années '20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.